



Programme de travail et BUDGET POUR 2015

Budget-programme pour 2015

Introduction

Le budget-programme a été préparé conformément aux dispositions du Règlement financier du PROE et est exprimé en USD. Le Secrétariat propose un budget équilibré, avec des recettes et dépenses estimées à 20 072 378 USD.

Le format du budget-programme de 2015 est aligné sur les priorités du Plan stratégique 2011-2015 du PROE. Il conserve toutefois des aspects de l'état récapitulatif des dépenses et des recettes du PROE, qui établit pour chaque cible un lien entre les sources de financement et les volets du budget de base et du budget des programmes.

Format du budget-programme

Le budget est structuré autour des quatre programmes opérationnels du Secrétariat (changement climatique, biodiversité et gestion écosystémique, gestion des déchets et lutte contre la pollution, surveillance environnementale et gouvernance) et de la division Direction générale et services administratifs.

Ses deux principaux volets sont les suivants :

- a) le budget de base, qui est essentiellement financé par les contributions des Membres, les frais de gestion des programmes/projets et d'autres sources de financement diverses, et
- b) le programme de travail qui est financé par les contributions des donateurs.

Le tableau 1 présente un état récapitulatif des recettes et des dépenses totales escomptées.

Le tableau 2 présente le budget de base. Les recettes du budget de base prévues pour 2015 s'élèvent à 3,1 millions d'USD, soit 11 % de plus qu'en 2014. Les dépenses du budget de base se répartissent comme suit : Direction générale et services administratifs (3,05 MUSD), appui aux programmes (74 180 USD), Changement climatique (18 500 USD), Biodiversité et gestion écosystémique (19 770 USD), Gestion des déchets et lutte contre la pollution (17 110 USD) et Surveillance environnementale et gouvernance (18 200 USD).

Le tableau 3 présente les dépenses du budget de base ventilées par type. Les frais de personnel devraient baisser de 9,4 % suite à la clôture des projets PACC et PIGGAREP. Certains postes précédemment financés par le budget de base, mais fournissant des services en lien direct avec l'exécution des programmes, sont maintenant financés par les fonds des programmes.

Le tableau 4 présente le budget-programme, dont les dépenses s'élèvent à 16,94 MUSD, soit 1,65 MUSD ou 8,9 % de moins qu'en 2014 suite à la clôture des projets PACC et PIGGAREP.

Le tableau 5 présente les dépenses du budget du programme de travail ventilées par type.

La présentation du budget-programme de 2015 commence par une brève introduction de la priorité stratégique et définit son but. Elle aborde ensuite les objectifs, cibles, indicateurs de performance et activités prévus pour 2015. Ceux-ci correspondent au Plan stratégique du PROE et sont corrélés avec les crédits prévus au budget et les sources de financement identifiées.

Les prévisions budgétaires pour chaque résultat du Plan stratégique sont ventilées en trois catégories : frais de personnel, de fonctionnement et d'investissement. Lorsqu'un financement est « à identifier », son inclusion dans le budget repose sur l'existence d'une relation contractuelle formelle de sorte que la probabilité de l'obtenir en vue de son utilisation en 2015 soit au moins égale à 50 %. Sur la totalité des fonds requis pour 2015, 1,03 % des montants attendus des donateurs restent à identifier.

La liste des agents et des postes (pouvant, en cours de recrutement, vacants ou non financés) affectés à chaque programme est fournie pour donner aux Membres une idée des agents disponibles et des ressources humaines nécessaires à leur bonne exécution, dans la limite des financements disponibles.

Budget-programme pour 2015

Dépenses

Le montant des dépenses proposées pour 2015 s'élève à 20 072 378 USD. Ce montant est inférieur au budget approuvé de 2014 (22 143 286 USD), ce qui représente une réduction d'un peu moins de 2 millions d'USD.

La réduction du budget de 2015 par rapport à celui de 2014 tient principalement à la clôture des projets PACC et PIGGAREP financés par le FEM et le PNUD, qui s'achèveront pendant le 1er trimestre de 2015. Toutefois, une augmentation des dépenses est attendue pour plusieurs projets, notamment le projet FINPAC (gouvernement finlandais), le projet de l'USAID sur l'adaptation écosystémique, le projet sur la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) financé par la CE et le PNUD et le projet sur les déchets financé par l'Union européenne.

Cette tendance à la hausse est susceptible de se poursuivre compte tenu des projets en cours et des projets en préparation pour lesquels un financement est attendu en 2015.

Recettes

Le budget de 2015 est essentiellement financé par les donateurs. Les fonds totaux disponibles pour l'exercice 2015 sont répartis comme suit : a) 3 129 064 USD de recettes de base et contributions des membres, et b) 16 943 314 USD de financement de projets et de programmes provenant des partenaires de développement et des donateurs. La majeure partie (85,1 %) des recettes anticipées pour l'exercice provient des donateurs, contre 5,6 % pour les contributions des Membres (contributions impayées comprises) et 9,3 % pour les sources internes.

Les contributions annuelles volontaires des Membres s'élèvent à 1 069 774 USD et ne représentent que 5,33 % des recettes totales pour 2015.

Le Secrétariat prévoit de toucher, en 2015, 1 499 570 USD de frais de gestion de programmes, contre 1 474 676 USD en 2014. Cette légère augmentation résulte d'un pourcentage de frais de gestion de programmes plus élevé à partir de janvier 2015 pour les projets nouveaux et les programmes en cours. Il est important de noter que les frais de gestion de programmes ne sont pas prélevés sur les financements directs que perçoivent les Membres, tels que les financements reçus pour les projets FEM-PNUD.

Documents présentés au titre du budget-programme pour 2015

- A. État récapitulatif des recettes et des dépenses (tableau 1)
- B. Financement du budget de base moins dépenses par programme (tableau 2)
Financement du budget de base moins dépenses par type de dépense (tableau 3)
- C. Financement du programme de travail moins dépenses par programme (tableau 4)
- D. Financement du programme de travail moins dépenses par type (tableau 5)
- E. Composition des financements
- F. Barème et allocation des contributions pour 2015
- G. Présentation détaillée du budget-programme
- H. Analyse budgétaire détaillée par résultat
- I. Présentation détaillée du budget de fonctionnement des services administratifs
- Annexes — Diagramme 1 — Dotation budgétaire pour 2014 par Division
Diagramme 2 — Dotation budgétaire pour 2015 par Division
Diagramme 3 — Évolution du budget entre 2002 et 2015

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES ET DES RECETTES DU PROE - 2015
(montants en dollars E.-U.)

	Budget approuvé pour 2014			Budget révisé pour 2014			Budget 2015		
	Base	Programme	Total	Base	Programme	Total	Base	Programme	Total
RECETTES	3,541,690	18,601,596	22,143,286	3,541,690	18,601,596	22,143,286	3,129,064	16,943,314	20,072,378
DÉPENSES									
Direction générale et services administratifs									
Direction générale	1,183,009	171,374	1,354,383	1,183,009	171,374	1,354,383	1,012,320	555,329	1,567,649
Services généraux	1,344,470		1,344,470	1,344,470		1,344,470	1,474,524		1,474,524
Information et communications	943,991	138,732	1,082,723	943,991	138,732	1,082,723	568,040	573,860	1,141,900
Direction générale et services administratifs	3,471,470	310,106	3,781,576	3,471,470	310,106	3,781,576	3,054,884	1,129,189	4,184,073
Programmes									
Changement climatique	18,480	9,406,013	9,424,493	18,480	9,406,013	9,424,493	18,500	4,675,379	4,693,879
Biodiversité et gestion écosystémique	19,770	3,468,417	3,488,187	19,770	3,468,417	3,488,187	19,770	4,943,923	4,963,693
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	14,910	3,924,168	3,939,078	14,910	3,924,168	3,939,078	17,710	4,491,173	4,508,883
Surveillance environnementale et gouvernance	17,060	1,492,892	1,509,952	17,060	1,492,892	1,509,952	18,200	1,703,649	1,721,849
Total programmes	70,220	18,291,490	18,361,710	70,220	18,291,490	18,361,710	74,180	15,814,125	15,888,305
DÉPENSES TOTALES	3,541,690	18,601,596	22,143,286	3,541,690	18,601,596	22,143,286	3,129,064	16,943,314	20,072,378
EXCÉDENT/DÉFICIT NET	0	0	0	0	0	0	0	0	0

BUDGET DE BASE

(montants en dollars É.-U.)

	Budget approuvé 2014	Budget révisé 2014	Budget 2015	% Évolution
RECETTES				
Contributions des Membres	1,049,414	1,049,414	1,069,774	1.94
Arriérés de contribution	50,000	50,000	50,000	0.00
Intérêts	300,000	300,000	200,000	-33.33
Financement par les bailleurs	250,000	250,000	150,000	-40.00
Divers	300,360	300,360	159,720	-46.82
Services de gestion des programmes	1,474,676	1,474,676	1,499,570	1.69
À identifier	117,240	117,240	0	-100.00
RECETTES TOTALES	3,541,690	3,541,690	3,129,064	
DÉPENSES				
Direction générale et services administratifs	3,471,470	3,471,470	3,054,884	-12.00
Changement climatique	18,480	18,480	18,500	0.11
Biodiversité et gestion écosystémique	19,770	19,770	19,770	0.00
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	14,910	14,910	17,710	18.78
Surveillance environnementale et gouvernance	17,060	17,060	18,200	6.68
DÉPENSES TOTALES	3,541,690	3,541,690	3,129,064	
EXCEDENT/DEFICIT NET	0	0	0	

Tableau 2 : Budget de base moins dépenses par programme

BUDGET DE BASE

	Budget approuvé 2014	Budget révisé 2014	Budget 2015	% Évolution
RECETTES				
Contributions des Membres	1,049,414	1,049,414	1,069,774	1.94
Arriérés de contribution	50,000	50,000	50,000	0.00
Intérêts	300,000	300,000	200,000	-33.33
Financement par les bailleurs	250,000	250,000	150,000	-40.00
Divers	300,360	300,360	159,720	-46.82
Services de gestion des programmes	1,474,676	1,474,676	1,499,570	-1.69
À identifier	117,240	117,240	0	-100.00
RECETTES TOTALES	3,541,690	3,541,690	3,129,064	
DÉPENSES				
Frais de personnel	2,192,114	2,192,114	1,985,192	-9.40
Dépenses d'investissement	115,400	115,400	30,500	-73.60
Consultants	250,500	250,500	15,000	-2.30
Déplacements officiels	140,000	140,000	165,978	18.50
Dépenses générales et de fonctionnement	531,176	531,176	670,394	26.20
Développement professionnel du personnel	50,000	50,000	50,000	0.00
Manifestations spéciales (Conférence d'urgence)	218,000	218,000	212,000	-2.70
Formations et ateliers	44,500	44,500	0	-100.00
DÉPENSES TOTALES	3,541,690	3,541,690	3,129,064	
EXCEDENT/DEFICIT NET	0	0	0	

Tableau 3 : Financement du budget de base moins dépenses par type

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL

(montants en dollars É.-U.)

	Budget approuvé 2014	Budget révisé 2014	Budget 2015
RECETTES			
Financement de programmes			
Australie	2,493,236	2,493,236	3,291,668
NZAID	1,096,380	1,096,380	967,455
financement des projets			
Banque asiatique de développement	987,752	987,752	1,146,220
Australie	371,266	371,266	0
Union européenne	2,444,790	2,444,790	3,024,879
France	293,700	293,700	58,788
GIZ	118,720	118,720	267,585
Gouvernement finlandais	604,406	604,406	1,089,992
Gouvernement Germany	0	0	1,602,197
OMI	55,000	55,000	50,000
NOAA	30,000	30,000	60,000
Convention de Ramsar	85,000	85,000	75,705
CPS-UE	149,187	149,187	261,542
PNUD-Aust.	2,138,939	2,138,939	317,183
PNUD-FEM	3,997,030	3,997,030	0
PNUE-CE	425,195	425,195	360,196
PNUE-FEM	1,968,564	1,968,564	2,507,128
PNUE	155,160	155,160	30,000
USAID	651,138	651,138	692,599
Autres donateurs	277,385	277,385	934,301
À identifier	258,749	258,749	205,874
Recettes totales	18,601,596	18,601,596	16,943,313
DÉPENSES			
Changement climatique	9,406,013	9,406,013	4,675,379
Diversité biologique et gestion écosystémique	3,468,417	3,468,417	4,943,923
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	3,924,168	3,924,168	4,491,173
Surveillance environnementale et gouvernance	1,492,892	1,492,892	1,703,649
Direction générale et services administratifs	310,106	310,106	1,129,189
Dépenses totales	18,601,596	18,601,596	16,943,314
EXCÉDENT/DEFICIT NET	0	0	0

Tableau 4 : Financement du budget du programme de travail moins dépenses par programme

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL

(montants en dollars É.-U.)

	Budget approuvé 2014	Budget révisé 2014
RECETTES		
Financement de programmes		
Australie	2,493,236	2,493,236
NZAid	1,096,380	1,096,380
Financement de projet		
Banque asiatique de développement	987,752	987,752
Australie	371,266	371,266
Union européenne	2,444,790	2,444,790
France	293,700	293,700
GIZ	118,720	118,720
Gouvernement finlandais	604,406	604,406
Gouvernement Germany	0	0
OMI	55,000	55,000
NOAA	30,000	30,000
Convention de Ramsar	85,000	85,000
CPS-UE	149,187	149,187
PNUD-Aust.	2,138,939	2,138,939
PNUD-FEM	3,997,030	3,997,030
PNUE-CE	425,195	425,195
PNUE-FEM	1,968,564	1,968,564
PNUE	155,160	155,160
USAID	651,138	651,138
Autres donateurs	277,385	277,385
À identifier	258,749	258,749
Recettes totales	18,601,596	18,601,596
DÉPENSES PAR TYPE		
Frais de personnel	4,500,641	4,500,641
Consultance	2,579,793	2,579,793
Frais généraux et fonctionnement	1,351,489	1,351,489
Frais d'investissement	164,279	164,279
Déplacements officiels	1,007,315	1,007,315
Formation (y compris ateliers et réunions)	1,535,168	1,535,168
Subventions	7,462,911	7,462,911
Dépenses totales	18,601,596	18,601,596
EXCEDENT/DÉFICIT NET	0	0

Tableau 5 : Financement du programme de travail moins dépenses par type de dépense

COMPOSITION DES FINANCEMENTS - PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2015

SOURCES DE FINANCEMENT DU BUDGET	% du Budget		TOTAUX
	total		
I) Budget de base			1,119,774
- Contributions des membres actuels	5.33%	1,069,774	
- Arriérés de contribution	0.25%	50,000	
II) Autres produits			359,720
- Intérêts	100.00%	200,000	
- Autres recettes	0.80%	159,720	
III) Services de gestion des programmes			1,499,570
- Services de gestion des programmes	7.47%	1,499,570	
IV) Financement externe			
A). Financement bilatéral			5,070,510
Australie			
- AusAID extrabudgétaire	16.25%	3,261,368	
- AusAID hors extrabudgétaire	0.15%	30,300	
France			
- Gouvernement français	0.29%	58,788	
Japon	0.00%	-	
Nouvelle-Zélande			
- NZAID extrabudgétaire	4.82%	967,455	
- NZAID hors extrabudgétaire	0.00%	-	
É.-U.			
- USAID	3.45%	692,599	
- NOAA	0.30%	60,000	
B). Financement multilatéral			10,882,627
- Banque asiatique de développement	5.71%	1,146,220	
- Union européenne	15.07%	3,024,879	
- Gouvernement finlandais	5.43%	1,089,992	
- GIZ	1.33%	267,585	
- Gouvernement Germany	7.98%	1,602,197	
- Organisation maritime internationale	1.58%	317,183	
- Secrétariat de la Convention de Ramsar	0.25%	50,000	
- République de Chine	0.38%	75,705	
- CE/CPS	0.75%	150,000	
- CE/Programme des Nations Unies pour l'environnement	1.30%	261,542	
- FEM/Programme des Nations Unies pour l'environnement	1.79%	360,196	
- Programme des Nations Unies pour l'environnement	12.49%	2,507,128	
	0.15%	30,000	
C). Autres			934,302
- Donateurs divers			
- Miscellaneous Donors	4.65%	934,284	
TOTAL FINANCEMENTS IDENTIFIÉS			\$19,866,504
TOTAL FINANCEMENTS À IDENTIFIER	1.03%		\$205,874
TOTAL PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES	100.00%		\$20,072,378

**BARÈME ET ALLOCATIONS DES CONTRIBUTIONS DES MEMBRES
POUR L'EXERCICE 2015**

	<i>Barème approuvé du PROE</i>	<i>Quotes-parts actuelles</i>
	<i>%</i>	<i>\$</i>
Samoa américaines	0.952%	10,184
Australie	17.303%	185,106
Îles Cook	0.952%	10,184
États fédérés de Micronésie	0.952%	10,184
Fidji	1.903%	20,360
France	12.545%	134,202
Polynésie française	1.903%	20,360
Guam	1.903%	20,360
Kiribati	0.952%	10,184
Îles Marshall	0.952%	10,184
Nauru	0.952%	10,184
Nouvelle-Calédonie	1.903%	20,360
Nouvelle-Zélande	12.545%	134,202
Nioué	0.952%	10,184
Mariannes du Nord	0.952%	10,184
Palaos	0.952%	10,184
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.903%	20,360
Samoa	1.903%	20,360
Îles Salomon	1.903%	20,360
Tokélaou	0.952%	10,184
Tonga	0.952%	10,184
Tuvalu	0.952%	10,184
Royaume-Uni	12.545%	134,202
États-Unis d'Amérique	17.460%	186,787
Vanuatu	1.903%	20,360
Wallis et Futuna	0.952%	10,184
Total	100.000%	1,069,774

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : Changement climatique

But : D'ici 2015, tous les Membres auront renforcé leur capacité de riposte au changement climatique en améliorant leurs politiques, en mettant en œuvre des mesures pratiques d'adaptation, en améliorant la résistance des écosystèmes aux impacts du changement climatique et en exécutant des initiatives visant un développement à faible intensité de carbone

Contexte stratégique

Cette priorité du Plan stratégique découle directement des priorités nationales¹ des ÉTIO concernant le changement climatique qui, si elles sont ignorées, représentent un obstacle majeur à la réalisation de leurs objectifs de développement durable². En 2015, le PROE continuera donc d'apporter son appui aux ÉTIO grâce à des mesures pratiques d'adaptation et à des conseils en matière de politique, de science, d'atténuation et de renforcement des capacités.

En 2015, le PROE continuera de veiller à l'efficacité des collaborations et des partenariats impliqués dans les prestations d'appui et d'assistance technique grâce à des programmes comme le Programme pilote de protection contre les chocs climatiques (PPCR) et le Fonds spécial pour le climat par le biais de la BASD ; le projet de soutien à l'adaptation financée par l'USAID ; le Fonds de développement australien pour l'information climatique (ICLIM) ; le soutien de la NOAA et de la COI soutien pour les systèmes d'observations de l'océan ; le projet de réduction de la vulnérabilité des communautés du Pacifique insulaire, le Fonds Pacifique pour la Nouvelle-Calédonie et les protocoles d'entente avec les services météorologiques du Royaume-Uni.

Les activités prévues pour 2015 comprennent :

- Collaboration avec l'OMM et d'autres partenaires pour renforcer les services climatologiques et la mise en œuvre de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique.
- Réunion du Conseil météorologique océanien (CMO)
- Finalisation de la Stratégie océanienne pour un développement à l'épreuve du climat et des catastrophes naturelles (SRDP) et des mécanismes de coordination connexes.
- Finalisation du suivi-évaluation des projets PACC³ et PIGGAREP et diffusion des produits de la connaissance et des enseignements tirés de ces projets.

¹Le terme « national » inclut tous les autres niveaux : provincial, îles périphériques, communautaire et local.

²Dans ce contexte, le terme « plans » inclut les plans, politiques, stratégies et activités nationales et ceux du secteur du développement.

³PACC et PIGGAREP incluent PACC+ et PIGGAREP+

- Soutien du fonds de coopération de la Corée du Sud aux prévisions et aux systèmes d'alerte météorologiques et climatiques
- Collaboration avec la GIZ concernant l'amélioration du Portail océanien sur le changement climatique (PCCP) et le projet Faire face au changement climatique en Océanie (CCPIR)
- Collaboration avec la CPS et l'AMCC (UE) concernant le projet sur les petits États insulaires océaniques (PSIS)
- Fourniture d'appui à la formation et aux communications concernant les processus de la CCNUCC et l'accès aux ressources allouées au secteur du changement climatique.

La réalisation des objectifs et des résultats escomptés de la Division sera confiée au permis aux agents suivants :

<u>Nom</u>	<u>Poste</u>
Netatua PELESIKOTI	Directrice de la division Changement climatique
Joyce TULUA	Secrétaire de la Directrice/Assistante de division
Espen RONNEBERG	Conseiller en changement climatique
Diane MCFADZIEN	Conseillère en adaptation au changement climatique
Tagaloa COOPER	Conseillère en coordination sur le changement climatique (en collaboration avec la CPS)
Azarel MARINER	Agent technique sur le changement climatique
Salesa NIHMEI	Spécialiste de la météorologie et de la climatologie
Makelesi GONELEVU	Spécialiste de la gestion des connaissances
Peniamina LEAVAI	Chargé de la planification de l'adaptation (PACC)
Naheed HUSSEIN	Chargé des opérations et des finances (PACC)
Carlo IACOVINO	Chargé de la communication sur le changement climatique (50 % avec la division Biodiversité et gestion écosystémique)
Siliá UALES	Responsable du PIGGAREP
Rodney LUI	Chargé de la surveillance et de l'évaluation du changement climatique
Nixon KUA	Responsable de l'atténuation du changement climatique
Christina LEALA-GALE	Responsable du projet FINPAC
Priscilla OLANO	Assistant technique — Portail océanien sur le changement climatique
Andrea Volentras	Responsable du projet PPCR
Aaron BUNCLE	Spécialiste de l'intégration du PPCR
Satui BENTIN	Spécialiste du mécanisme régional de soutien technique du PPCR

Composante : CC1 – Mise en œuvre de mesures d'adaptation

BUT : Aider les Membres à élaborer et mettre en œuvre des mesures appropriées d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
CC1 : Mise en œuvre de mesures d'adaptation						
CC1.1 – Stratégie : Aider les Membres à élaborer et mettre en œuvre des mesures appropriées d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe						
C1.1.1 L'adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, est intégrée dans les politiques, stratégies et plans nationaux et sectoriels et mise en œuvre grâce à des dispositions institutionnelles coordonnées bénéficiant d'environnements favorables à tous les niveaux et dans tous les secteurs ; les activités d'adaptation et d'atténuation sont intégrées pour éviter tout effet délétère sur les écosystèmes.	1.1.1.1 Au moins 10 ÉTIO ont intégré l'adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, et la réduction des risques dans leurs stratégies nationales de développement durable (SNDD), ou leurs équivalents, et des ressources ont été mobilisées en vue de leur mise en œuvre	1. Nombre de Membres ayant intégré l'adaptation au changement climatique à leurs stratégies nationales, sectorielles et communautaires de développement. 2. Nombre de nouvelles activités d'adaptation mises en œuvre sur le terrain.	1. Au moins 2 nouveaux pays reçoivent une assistance en vue de l'élaboration ou de la mise en œuvre de leurs plans nationaux d'adaptation (NAP, JNAP, etc.) 2. Au moins 2 eaux-de-vie reçoivent une assistance en vue de l'intégration du changement climatique et de la réduction des risques de catastrophes lors de l'élaboration de leurs politiques et stratégies sectorielles. 3. Achèvement du projet financé par le Fonds Pacifique en Nouvelle-Calédonie, et finalisation d'une stratégie territoriale axée sur l'adaptation. 4. Assistance technique à l'intégration fournie aux ÉFM (Kosrae) et à Tuvalu dans le cadre du chapitre océanien du Programme pilote de protection contre les chocs climatiques (PPCR). 5. Alimentation en eau améliorée et formation à l'adaptation écosystémique au changement climatique dispensée dans les îles périphériques de Kiribati. 6. Renforcement de l'approche globale de l'île grâce à un partenariat du PROE, la CPS, la GIZ et d'autres partenaires dans la mise en œuvre d'activités relatives au changement climatique et à la gestion des risques de catastrophes sur l'île périphérique d'Abaiang à Kiribati.	Sous-total – 803 954		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				120 373	676 581	7 000
				Source de financement		
	BASD		448 110			
	XB Aus.		46 973			
	Soutien aux prog.		1 665			
	Donateurs multi.		26 338			
USAID		271 253				
À identifier		9 615				
	1.1.1.2 D'ici 2015, les enseignements des efforts d'adaptation déployés dans la région — y compris dans le cadre du Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC) — auront été documentés dans tous les pays participants et reproduits dans d'autres secteurs dans au moins cinq pays participant à ce projet.	1. Nombre de Membres ayant documenté les enseignements tirés de la mise en œuvre de programmes d'adaptation, y compris le projet PACC.	1. Document technique conduit sur les enseignements tirés de la mise en œuvre de mesures d'adaptation dans le secteur de l'eau d'Abaiang à Kiribati. 2. Téléchargement des produits de la connaissance et des enseignements sur le Portail océanien sur le changement climatique. 3. Enseignements tirés d'au moins 5 initiatives d'adaptation colligées et diffusées.	Sous-total – 129 707		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				29 099	100 608	0
				Source de financement		
	XB Aus.		28 797			
	FRANCE		3 938			
	GIZ		742			
	IGES		5 600			
PNUD-AUST.		90 630				

Priorité 1 – Changement climatique | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
CC1.2 – Stratégie : Amélioration des partenariats et de la participation de l'ensemble des intervenants régionaux et internationaux, et renforcement des actions coordonnées de réduction des risques des incidences du changement climatique en conformité avec les dispositions du Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques révisé, à l'appui des initiatives et priorités nationales						
C1.1.2 Initiatives et activités régionales sur le changement climatique bien coordonnées, cohérentes et menées en partenariat	1.1.2.1 D'ici 2015, tous les projets d'adaptation seront conformes aux objectifs régionaux approuvés	<div>1. Examen des cadres et des initiatives conformément aux exigences applicables aux rapports à fournir.</div> <div>2. Nombre de projets et d'initiatives d'adaptation conjoints</div>	<div>1. Appui aux réunions semestrielles du PCCR et de ses groupes de travail ses travaux, pour permettre une meilleure coordination régionale de l'adaptation</div> <div>2. Grille électronique sur les travaux d'adaptation menés dans la région élaborée et reliée au Portail sur le changement climatique.</div> <div>3. Participation à la réunion des Partenaires de développement sur le changement climatique (DPCC) et à d'autres mécanismes de coordination régionale du changement climatique.</div> <div>4. Participation au Sous-comité du CORP sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophes, et à son groupe de travail (WACC).</div> <div>5. Rapport sur les activités régionales sur le changement climatique, dont le suivi-évaluation du PIFACC, le Plan pour le Pacifique et les autres rapports requis par l'ONU.</div> <div>6. Création d'un processus de mise à jour automatique des profils de pays par les membres.</div> <div>7. Au moins une nouvelle initiative conjointe d'adaptation avec d'autres partenaires.</div>	Sous-total – 878 819		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				113 419	765 400	0
				Source de financement		
				Soutien aux prog.		698 110
BASD		82 531				
GIZ		1 665				
CPS/UE		742				
À identifier		94 576				
		1 195				
		<div>1. Systèmes de gestion régionaux et efficaces en place à l'appui des projets</div> <div>2. Renforcement de la coordination et des partenariats régionaux pour l'adaptation au changement climatique.</div>	<div>1. Fourniture de services de secrétariat au groupe de travail PCCR pour assurer l'efficacité de la collaboration et de la coordination dans le cadre du programme.</div> <div>2. Cadre de suivi-évaluation établi et rapports sur l'état d'avancement diffusés par le biais du portail sur le changement climatique et d'autres moyens accessibles.</div> <div>3. Fonctionnement efficace et durable du Mécanisme régional de soutien technique et du Fonds d'intervention rapide.</div> <div>4. Faciliter la mise en œuvre du Plan d'action du PROE en tant qu'institution régionale de mise en œuvre (IRM) afin de renforcer les capacités de gestion de projet du Secrétariat et lui permettre d'exercer ses fonctions d'IMR du Fonds pour l'adaptation.</div> <div>5. Rechercher des fonds afin de disposer de ressources supplémentaires pour renforcer les capacités du Partenariat pour le Bureau météorologique océanien (PMDP) et la mise en œuvre des activités d'adaptation de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique (PIMS).</div> <div>6. Renforcer la collaboration avec la CPS et la GIZ en s'appuyant sur des dispositifs institutionnels en place comme le poste de Responsable de la coordination sur le changement climatique financé par l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC) et le poste de Spécialiste du changement climatique détaché par la GIZ au PROE.</div>			

Priorité 1 – Changement climatique | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
C1.1.3 Le financement et l'aide technique offerts par les partenaires de développement dans le domaine du changement climatique sont coordonnés et harmonisés afin de maximiser les avantages pour les Membres.	1.1.3.1 D'ici 2015, les ressources consacrées à l'adaptation auront sensiblement augmenté ; augmentation des fonds décaissés et du nombre de projets mis en œuvre.	1. Augmentation en pourcentage du nombre annuel de projets d'adaptation mis en œuvre par rapport au niveau de 2010	1. Demandes de financement soumises par l'intermédiaire du PROE en sa qualité d'institution régionale de mise en œuvre du Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto par au moins 2 ÉTIO. 2. Élaborer de nouvelles propositions conformément aux demandes formulées par les ÉTIO à l'appui de leurs priorités d'adaptation, notamment en vue de l'expansion des activités du PACC. 3. Élaborer des projets d'adaptation pour le financement du système de gestion de l'information sur les projets (PIMS) et la mise en œuvre des priorités convenues par le CMO.	Sous-total - 58 920		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				49 515	9 405	0
				Source de financement		
				AUXB	48 455	
Soutien aux prog.	1 665					
À identifier	8 800					
CC2 : Amélioration de la capacité, des connaissances et de la compréhension du changement climatique et de la réduction des risques						
CC2.1 – Stratégie : Développer et renforcer les capacités d'exécution de programmes de recherche appliquée, d'observation et de surveillance météorologiques pour améliorer la compréhension, la sensibilisation et les applications de riposte ciblée au changement climatique et de réduction associée des risques de catastrophes						
C1.2.1a Capacités d'adaptation et de réduction des risques renforcées et processus décisionnels et actions fondés sur un système intégré mis en œuvre grâce à une meilleure compréhension des tendances, prévisions et impacts du changement climatique et des phénomènes extrêmes	1.2.1.1 D'ici 2015, au moins 10 Membres auront renforcé leur capacité institutionnelle et disposeront des compétences régionales et nationales nécessaires pour utiliser les informations sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe lors de la prise de décision et de l'élaboration de politiques éclairées.	1. Mise à jour de la liste des spécialistes régionaux et nationaux du changement climatique et de la GRC 2. Nombre de Membres dotés d'une politique intégrée sur le changement climatique et les risques de catastrophe 3. Nombre de produits météorologiques nouveaux ou améliorés élaborés par les SMN	1. Participer aux réunions du groupe de travail technique en vue de l'élaboration d'une stratégie régionale intégrée sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophe (SRDP) 2. Élaboration du rapport de synthèse régionale relatif au Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques (PIFACC), et au Cadre d'action océanien en vue de la réduction des risques liés aux catastrophes et de la gestion des catastrophes (RFA) 3. Produire des études de cas pour le compendium des produits du processus SDRP (feuille de route). 4. Formation des spécialistes régionaux et nationaux à l'utilisation du manuel sur la dimension hommes-femmes et le changement climatique, et application aux projets et programmes sur le changement climatique 5. Base de données sur les compétences en adaptation au changement climatique actualisée, tenue à jour et intégrée au mécanisme régional de soutien technique (RTSM). 6. Formation de l'équipe itinérante régionale chargée du système régional de gestion de la qualité (SGQ) et soutien direct de l'équipe à l'amélioration du niveau de conformité au SGQ d'un SMN. 7. Accès aux données de localisation des éclairs et formation de prévisionnistes à l'utilisation de ces données pour la prévision des phénomènes météorologiques violents. 8. Soutien à la formation aux services climatologiques des SMN et des usagers concernés. 9. Soutien apporté aux SMN en vue de renforcer leurs capacités de prévision climatique avec le concours du Centre APCC pour le climat (Corée du Sud)	Sous-total - 785 968		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				276 505	502 463	7 000
				Source de financement		
				AUXB	58 926	
Soutien aux prog.	1 665					
Gouv. finlandais	117 406					
GIZ	742					
IGES	64 400					
Donateurs multi.	11 288					
Secrétariat du Forum/Corée du Sud	152 628					
Corée du Sud	226 553					
PNUD-Australie	152 360					
USAID						

Priorité 1 – Changement climatique | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
			<ol style="list-style-type: none"> 1. Formation de prévisionnistes à l'utilisation de nouveaux outils de prévision météorologique, notamment <i>SmartMet</i> et <i>SmartHazard</i>, et des données de localisation des éclairs. 2. Au moins 1 atelier de renforcement des capacités d'adaptation au changement climatique appuyé par le Réseau d'adaptation Asie-Pacifique APAN. 3. Approche globale de l'île intégrée au soutien apporté aux pouvoirs publics et aux municipalités des îles périphériques de Kiribati grâce à la sensibilisation et à la gestion des connaissances, afin d'améliorer la compréhension de l'adaptation au changement climatique et la mise en œuvre de projets. 4. Élaboration de supports de sensibilisation sur l'amélioration des ressources hydriques des communautés des îles périphériques de Kiribati. 5. Élaboration et diffusion de supports de sensibilisation à l'adaptation écosystémique et à l'approche globale de l'île (à revoir, inclure des références à d'autres supports). 			
C1.2.1b Applications de la gestion du changement climatique et des risques améliorées dans les pays et territoires insulaires océaniques grâce à la collecte, à l'analyse et au partage systématiques des informations en tenant compte des situations sociales et économiques et des connaissances traditionnelles	1.2.1.2 D'ici 2011, élaboration d'un portail sur le changement climatique et exécution d'au moins cinq programmes de sensibilisation et stratégies de communication pour faciliter l'échange d'information dans les principaux secteurs.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rapport de <i>Google analytics</i> sur le comportement, la localisation géographique et le nombre des usagers. Nombre de visites sur le site Portail océanien sur le changement climatique (PCCP). 2. Nombre de réunions du comité et de rapports de mission. 3. Caractère opérationnel et fonctionnalités du PCCP améliorés et renforcés. 4. Nombre de stages de formation et de détachements effectifs. 5. Nombre de programmes de sensibilisation et de communication réalisés dans le domaine du changement climatique 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mise à niveau du PCCP (y compris par l'intermédiaire du réseau ICLIM océanien) — développement d'outils d'aide à la prise de décision et de fonctions SIG. 2. Participation aux réunions des comités consultatifs techniques et à d'autres réunions pertinentes. 3. Poursuite de la mission de conseil et de recensement des problèmes, lacunes et besoins des utilisateurs par le groupe de travail du PCCP sur la gestion de l'information et des connaissances. 4. Dispenser des formations et mener des actions de sensibilisation à l'utilisation du portail. 5. Fournir le rapport annuel du PCCP 6. Nombre de programmes de sensibilisation au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophes mis en œuvre sur demande des Membres. 7. Bulletin mensuel <i>Climate Change Matters</i> (CCM) édité et diffusé. 8. Supports de sensibilisation à l'accès aux informations météorologiques et climatiques et à leur utilisation élaborés et diffusés aux usagers, notamment aux communautés. 9. Formation sur le changement climatique et la GRC dispensée aux médias. 10. Élaboration de plans relatifs au changement climatique et à la GRC à l'intention des médias. 	Sous-total – 571 425		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				198 944	372 481	0
				Source de financement		
				AUXB	30 164	
				Soutien aux prog. Gouv. finlandais	1 480	
				GIZ	267 350	
				Donateurs multi.	65 452	
				CPS/UE	103 100	
					103 879	

Priorité 1 – Changement climatique | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
			11. Élaboration de plans de développement à l'épreuve du climat et des catastrophes naturelles pour les communautés sélectionnées par le FINPAC. 12. Révision et actualisation des pages du site du PROE et du portail consacrées au changement climatique 13. Activités de communication, de diffusion et de sensibilisation aux politiques nationales adoptées, y compris par le biais du Portail océanien sur le changement climatique			
C1.2.1c Prestation de services météorologiques régionaux adéquates afin d'assurer l'accès en temps utile à des informations météorologiques et océanographiques de qualité	1.2.1.3 Toutes les priorités de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique (PIMS) sont mises en œuvre.	1. Proportion des priorités de la PIMS mises en œuvre.	1. Suivi, établissement et remise des rapports concernant la mise en œuvre de la PIMS au CMO, à l'OMM et au PROE. 2. Organisation de la 3e réunion du CMO et soutien à certains membres à l'occasion de la première conférence ministérielle. 3. Exécution de projets pilotes de la composante 2 du FINPAC — promotion et renforcement de la compréhension et de l'engagement des communautés envers les informations météorologiques et climatiques.	Sous-total - 713 079		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				138 749	574 330	0
				Source de financement		
				AUXB Gouv. finlandais Donateurs multi. NOAA OMM	63 878 507 625 68 576 48 000 25 000	
	1.2.1.4 D'ici 2015, au moins 14 services météorologiques nationaux auront amélioré l'accès aux outils et aux connaissances scientifiques appliquées sur les moteurs du climat océanien et les prévisions en la matière et se seront dotés de bases de données nationales sur le climat et les catastrophes naturelles	1. Nombre de services météorologiques nationaux dotés de bases de données sur le climat et les catastrophes naturelles.	1. Activités du PI-GOOS mises en œuvre dans au moins 8 pays insulaires océaniques, dont l'organisation d'au moins un atelier régional conjoint sur les services de données océanographiques et climatologiques. 2. Soutien au comité directeur du PI-GOOS. 3. Installation de bases de données climatologiques (reliées au Portail sur le changement climatique) par le PMDP et fourniture d'assistance technique et d'activités de renforcement des capacités et de formation en météorologie et climatologie dans au moins 10 pays insulaires océaniques 4. Élaboration par le PMDP de documents électroniques sur les services de données climatologiques et océanographiques, y compris d'un bulletin trimestriel sur les activités du SMOC-IP et du PI-GOOS 5. Le PDMP contribuera à rendre les services climatiques fournis par les SMN plus accessibles au public en soutenant le Groupe spécial sur les services climatologiques dans les îles du Pacifique.	Sous-total – 321 709		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				88 797	232 912	0
				Source de financement		
				AUXB Soutien aux prog. Gouv. finlandais Donateurs multi. NOAA SMN du Royaume-Uni	63 823 1 480 107 085 17 144 12 000 120 177	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
			6. Installation du progiciel <i>SmartHazard</i> dans 5 SMN afin d'améliorer les capacités nationales d'alerte précoce. 7. Réhabilitation et maintenance des stations d'observation météorologique muettes du réseau synoptique de base régional (RSBR) dans certains pays. 8. Gérer les opérations des stations du réseau d'observation en altitude (GUAN) de Kiribati et de Tuvalu.			
		1. Niveau de soutien visé pour les services météorologiques nationaux.	1. Au moins 10 SMN ont bénéficié de l'assistance dans le contexte du FINPAC et d'autres stratégies pertinentes. 2. Projections climatiques trimestrielles du bulletin ICU diffusées par communiqués de presse mensuels.			
CC2.2 – Stratégie : Élaborer et exécuter dans la région des programmes coordonnés d'éducation et de sensibilisation et des stratégies de communication, pour améliorer la capacité des Membres à faire face au changement climatique.						
C1.2.2 Les Membres ont amélioré leur prise de conscience du problème et leur capacité à répondre aux impacts du changement climatique	1.2.2.1 D'ici à 2015, au moins 14 pays ont mené à bien et documenté 2 initiatives de renforcement de leur résilience.	1. Nombre de communautés vulnérables impliquées dans la planification et la mise en œuvre de projets.	1. Mise en œuvre du programme de sensibilisation des médias et participation aux efforts régionaux de communication. 2. Formation régionale des médias et des experts techniques 3. Supports de communication élaborée pour la 21e CdP. 4. Soutien à l'élaboration du programme SEREAD et utilisation des matériels didactiques. 5. Formation des SMN à la communication et soutien à l'élaboration et/ou à l'actualisation de leurs plans de gestion des relations avec les médias pour renforcer davantage les communications avec les médias et les utilisateurs finaux.	Sous-total – 138 615		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				50 955	87 660	0
				Source de financement		
				AUXB		41 007
Soutien aux prog.		1 480				
Gouv. finlandais		90 528				
À identifier		5 600				
CC2.3.2 – Stratégie : Aider les Membres à s'acquitter de leurs obligations au titre de la CCNUCC et des protocoles et processus y afférents						
C1.2.3 Assistance fournie aux ÉTIO en vue des négociations de la CCNUCC et de la mise en œuvre des programmes à l'échelon national.	1.2.3.1 D'ici 2015, participation effective de tous ÉTIO aux principales négociations internationales sur le changement climatique	1. Niveau de participation des ÉTIO aux négociations et aux processus de la CCNUCC.	1. Formation à la négociation dans le cadre des préparatifs à la 21e CdP (y compris un mécanisme de soutien de haut niveau). 2. Notes d'information préparées avant les sessions de l'OSASTT et de la Conférence des Parties. 3. Analyse effectuée et diffusée après les sessions de la CCNUCC et la Conférence des Parties. 4. Liste de diffusion des négociateurs océaniques actualisée et tenue à jour entre les sessions. 5. Faciliter la contribution océanique (c'est-à-dire la présentation de demandes de financement) aux programmes de travail de CCNUCC 6. Partage des enseignements et des supports pédagogiques issus des activités régionales avec les négociateurs océaniques et les processus pertinents de la CCNUCC.	Sous-total – 203 991		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				56 143	147 848	0
				Source de financement		
				AUXB		60 903
CPS/UE		63 088				
À identifier		80 000				

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
	1.2.3.2 Nombre accru de contributions de la région aux travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)	1. Nombre de contributions océaniques aux travaux du GIEC.	1. Poursuite de la sensibilisation aux conclusions du 5e rapport du GIEC.	Sous-total – 29 119		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				24 389	4 730	0
				Source de financement		
				AUXB Soutien aux prog.		27 639 1 480
CC3 : Contribution à la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES)						
CC3.1 – Stratégie : Promouvoir le développement à faible intensité de carbone en aidant les Membres à mettre en œuvre, en partenariat avec le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique et la Politique énergétique régionale, des mesures d'un bon rapport coût-efficacité sur les énergies renouvelables et le rendement énergétique, des technologies à faible intensité de carbone et un suivi des émissions de GES						
C1.3.1 Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière de rendement énergétique	1.3.1.1 D'ici 2015, les technologies à haut rendement énergétique seront largement utilisées dans la région	1. Pourcentage de mégawatts heures économisés et capacité de production d'énergie renouvelable installée (en mégawatts) par rapport à 2010	1. Soutien à l'élaboration de demandes de financement en vue de la mise en œuvre d'activités d'atténuation visant le rendement énergétique et les énergies renouvelables dans 2 pays insulaires océaniques.	Sous-total – 17 892		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				17 892		0
		2. Nombre de meilleures pratiques et de leçons apprises documentées et disséminées d'ici 2015	2. Appui fourni à 2 pays insulaires océaniques en vue de la documentation et de la diffusion des meilleures pratiques et des leçons apprises grâce aux projets PIGGAREP et PIGGAREP+.	Source de financement		
				AUXB Soutien aux prog.		16 412 1 480
C1.3.2 Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière d'énergies renouvelables	1.3.2.1 D'ici à 2015, tous les Membres auront mis en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables et seront dotés de plans pour en accroître l'utilisation	3. Systèmes régionaux de gestion des projets en place.	3. Recherche, par le responsable du Bureau régional du SIDS Dock pour l'Océanie, de financement destiné à la maintenance des systèmes régionaux de gestion de projet pour les projets PIGGAREP +.	Sous-total – 17 892		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				17 892	4 730	0
		2. Nombre de nouvelles études de faisabilité réalisées d'ici 2015	2. Recherche de fonds supplémentaires pour financer des études de faisabilité sur les énergies renouvelables.	Source de financement		
				AUXB Soutien aux prog.		16 412 1 480
		1. Nombre de cibles ou feuilles de route nationales sur les énergies renouvelables adoptées d'ici à 2015.	1. Appui aux cibles ou feuilles de routes nationales dans 1 pays insulaire océanien.	Sous-total – 17 892		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				17 892	4 730	0
		3. Nombre de Membres mettant en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables grâce aux conseils du PROE	3. Recherche de fonds supplémentaires pour appuyer le développement des technologies d'exploitation des énergies renouvelables dans les ÉTIO.	Source de financement		
				AUXB Soutien aux prog.		16 412 1 480

Priorité 1 – Changement climatique | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
C1.3.3 Inventaires de gaz à effet de serre et évaluations des besoins techniques réalisés	1.3.3.1 D'ici 2015, tous les Membres disposeront d'inventaires précis de leurs émissions et d'évaluations de leurs besoins techniques	1. Nombre de nouveaux inventaires de GES et d'évaluations des besoins technologiques réalisés d'ici 2015	1. Contribuer sur demande à l'évaluation des besoins technologiques en collaboration avec les partenaires régionaux.	Sous-total – 11 394		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				11 394	0	0
				Source de financement		
				AUXB Soutien aux prog.	9 914 1 480	
C1.3.4 Appui fourni pour renforcer la capacité des Membres et sensibilisation aux mécanismes internationaux de compensation des émissions de carbone	1.3.4.1 D'ici à 2015, davantage de pays participent à des programmes de réduction des émissions de carbone.	1. Nombre de pays participant à des programmes de réduction des émissions de carbone.	1. Appui à l'élaboration de projets atténuation à 2 ÉTIO qui en ont fait la demande	Sous-total – 11 394		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
		2. Capacité au niveau régional pour appuyer la mise en œuvre nationale des travaux d'atténuation	2. Appui à l'élaboration de projets atténuation fourni à 2 ÉTIO qui en ont fait la demande.	11 394	0	0
				Source de financement		
				AUXB Soutien aux prog.	9 914 1 480	

TOTAL PRIORITÉ 1	Frais de personnel	1 205 461 USD
	Frais de fonctionnement	3 474 418 USD
	Frais d'investissement	14 000 USD
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>4 693 879 USD</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES en USD	SOURCE DE FINANCEMENT
Frais de personnel :	<div> <div>AUXB</div> <div>491 839</div> </div> <div> <div>Gouv. finlandais</div> <div>105 590</div> </div> <div> <div>GIZ</div> <div>8 529</div> </div> <div> <div>Donateurs multiples</div> <div>226 446</div> </div> <div> <div>Secrétariat du</div> <div>94 760</div> </div> <div> <div>Forum/Corée du Sud</div> <div>18 500</div> </div> <div> <div>Soutien aux prog.</div> <div>67 659</div> </div> <div> <div>PNUD-Australie</div> <div>79 395</div> </div> <div> <div>USAID</div> <div>112 743</div> </div> <div> <div>CPS/UE</div> <div></div> </div>
Frais de fonctionnement :	<div> <div></div> <div>1 146 220</div> </div> <div> <div>BAsD</div> <div>113 909</div> </div> <div> <div>AUXB</div> <div>984 404</div> </div> <div> <div>Gouv. finlandais</div> <div>3 938</div> </div> <div> <div>France</div> <div>59 149</div> </div> <div> <div>GIZ</div> <div>70 000</div> </div> <div> <div>IGES</div> <div>60 000</div> </div> <div> <div>NOAA</div> <div>120 177</div> </div> <div> <div>SMN du Royaume-Uni</div> <div>57 868</div> </div> <div> <div>Secrétariat du</div> <div>249 524</div> </div> <div> <div>Forum/Corée</div> <div>330 219</div> </div> <div> <div>PNUD-Australie</div> <div>148 800</div> </div> <div> <div>USAID</div> <div>25 000</div> </div> <div> <div>CPS/UE</div> <div>105 210</div> </div> <div> <div>OMM</div> <div></div> </div> <div> <div>À identifier</div> <div></div> </div>
Frais d'investissement :	<div> <div></div> <div>14 000</div> </div> <div> <div>USAID</div> <div></div> </div>
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	4 588 669
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	105 210

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

BUT : D'ici 2015, tous les Membres auront amélioré la gestion durable des écosystèmes et de la biodiversité insulaires et océaniques pour le bien des communautés, des modes de subsistance et des objectifs nationaux de développement durable, grâce à une compréhension accrue de la gestion écosystémique et à la mise en œuvre des Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité.

Contexte stratégique

La Division Biodiversité et gestion écosystémique : fournira un soutien technique et consultatif aux Membres en vue de la révision et de la mise en œuvre de leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité et leurs équivalents ; contribuera à une meilleure compréhension de la contribution des écosystèmes terrestres et côtiers en bonne santé et bien gérés au développement durable et à la résistance aux impacts ; apportera une assistance technique axée sur l'adaptation écosystémique au changement climatique ; favorisera la conservation et la gestion des espèces menacées et migratrices, et contribuera à protection et à la lutte contre les espèces envahissantes. La conservation et la gestion des espèces seront améliorées en encourageant la bonne mise en œuvre des accords internationaux et en appuyant des politiques et programmes régionaux d'un bon rapport coût-efficacité.

Les principales activités prévues pour 2015 comprennent :

- La mise en œuvre des grands projets suivants : GEF-PAS IIB, PACIOCEA, MACBIO, et projet d'adaptation écosystémique dans la province de Choiseul financé par l'USAID.
- Faciliter la mise en œuvre du projet régional du FEM sur l'APA.
- Coordonner et appuyer la mise en œuvre du cadre régional pour la conservation de la nature et les aires protégées dans le Pacifique insulaire 2014-2020.
- Mettre en œuvre les principales décisions de la 12e conférence des parties à la CDB et poursuite du renforcement des synergies et de la coopération dans le cadre des AME portant sur la biodiversité.
- Mettre en œuvre les recommandations de la 9e Conférence sur la conservation de la nature et les aires protégées.
- Assistance aux ÉTIO en vue de la définition de leurs priorités nationales de conservation (PANSB, SOCO, rapport sur l'état de l'environnement, Convention de Ramsar, programme de travail sur les aires protégées)
- Intégrer l'adaptation écosystémique aux projets et activités relatifs au changement climatique.
- Continuer d'appuyer la mise en œuvre du cadre *Oceanscape*.
- Collaborer avec les ÉTIO et les partenaires à la mise en œuvre du Plan d'action régional sur les espèces marines 2013-2017.
- Promouvoir l'adhésion des ÉTIO à la CMS (et aux protocoles d'entente connexes) et à la CITES, notamment au programme conjoint CMS/FEM de conservation des dugongs et des herbiers.
- Élargir la portée du programme TMS au-delà des espèces marines.
- Concevoir et mettre en œuvre des plans de rétablissement d'espèces aviaires et marines, aider les ÉTIO à élaborer des lois de protection, d'espèces, par exemple : créer des sanctuaires de baleine, inclure les dugongs dans les études d'impact sur l'environnement en milieu côtier, ou poursuivre la surveillance des tortues.

- Aider les ÉTIO et le ministère de la Conservation néo-zélandais à mettre en œuvre un projet d'écotourisme sur les tortues.
- Élargir la collaboration avec d'autres organismes concernés, notamment la Commission baleinière internationale.
- Coordonner l'élaboration du descriptif du projet régional sur les espèces envahissantes en vue de sa soumission au FEM-6.
- Mettre en œuvre le projet régional GEF-PAS sur les espèces envahissantes.
- Faciliter l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action territoriaux de lutte contre les espèces envahissantes à Wallis-et-Futuna.
- Collaborer avec CPS et d'autres parties en vue de l'inclusion de la menace environnementale des espèces envahissantes dans la loi-type régionale harmonisée sur la biosécurité.
- Appuyer l'inclusion de la biosécurité et de la gestion des espèces envahissantes dans les programmes de gestion des aires protégées.
- Augmenter le nombre d'équipes et de bons de travail sous régionaux du réseau PILN.
- Mener une campagne de sensibilisation « Espèces envahissantes : la responsabilité de tous » à l'échelle régionale.
- Fournir des services d'assistance technique aux projets de lutte, notamment biologique, contre les espèces envahissantes, d'éradication ou de rétablissement

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette Division :

Stuart CHAPE	Directeur de la division Biodiversité et gestion écosystémique
Easter Galuvao	Conseillère en biodiversité
Warren Lee Long	Conseiller en gestion côtière et marine
David MOVERLEY	Spécialiste des espèces envahissantes
Michael Donoghue	Conseiller sur les espèces menacées et migratrices
Amanda Wheatley	Spécialiste des écosystèmes et de la biodiversité
Pascale Salaun	Spécialiste en gestion et conservation du milieu marin
Vainuupo Jungblut	Responsable Ramsar pour l'Océanie
Fred Patison	Spécialiste de l'adaptation écosystémique
Carlo IACOVINO	Chargé de la communication sur le changement climatique (50 % avec la Division Changement climatique)
Posa SKELTON	Coordinateur du PILN
Gianluca SERRA	Coordinateur des projets du FEM
Penina SOLOMONA	Agente océanique chargée de la CMS
Catherine SIOTA	Responsable de la base de données sur les tortues
Anna Bertram	Projet Assistante technique — Projet APA
Makerita Atiga	Assistance de Division

Composante : BEM 1.1 – ÉCOSYSTÈMES OCÉANIQUES ET INSULAIRES

BUT : Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation des écosystèmes insulaires, côtiers et marins ainsi que la biodiversité unique de la région

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
BEM1 : Écosystèmes insulaires et océaniques						
BEM1.1 – Stratégie : Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation des écosystèmes insulaires, côtiers et marins ainsi que la biodiversité unique de la région						
B2.1.1 Amélioration de la gestion écosystémique chez les Membres et mise en œuvre de stratégies de conservation pour réduire la perte et la dégradation de la biodiversité et des habitats terrestres et marins, y compris d'accords multilatéraux sur l'environnement et d'initiatives régionales en matière de conservation.	2.1.1.1 Au moins 50 % de tous les Membres exécutent leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (PANSB) ou leurs équivalents.	1. Nombre de Membres exécutant leurs PANSB ou leurs équivalents.	1. Achever la mise en œuvre du projet d'élaboration par Wallis-et-Futuna d'une stratégie et d'un plan d'action sur la biodiversité financé par le Fonds Pacifique. 2. Harmoniser et mettre en œuvre les principes et objectifs du nouveau cadre régional pour la conservation de la nature et les aires protégées dans le Pacifique insulaire 2014-2020 de son équivalent dans au moins trois ÉTIO. 3. Diffuser les décisions de la 12e CdP de la CDB et sensibiliser les ÉTIO aux décisions qui les concernent. 4. Mettre en œuvre le nouveau projet du FEM aux fins de promouvoir la ratification et la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage équitable des avantages résultant de leur utilisation. 5. Gérer les aspects techniques et administratifs, le suivi et l'exécution financière du projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique (GEF-PAS) sur la biodiversité insulaire (IIB), notamment en coordonnant la mise en œuvre d'activités régionales et nationales spécifiques aux Îles Cook, à Nauru, aux Tonga et à Tuvalu. 6. Diffuser et partager les résultats des évaluations rapides de la biodiversité (BIORAP) et veiller à la prise en compte de leurs principales conclusions dans les processus de prise de décision pertinents à Nauru et aux Tonga. 7. Recenser et exploiter les possibilités de les entreprendre dans d'autres ÉTIO.	Sous-total – 406 776		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				63 163	343 613	0
				Source de financement		
				AUXB 56 884 Soutien aux prog. 1 384 France 10 395 NZXB 17 050 FEM – PNUE 321 063		

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD															
	2.1.1.2 D'ici 2015, les Membres auront augmenté le nombre ou l'étendue des aires de conservation terrestres et marines dûment gérées par rapport à 2010 et atteint des cibles individuelles ; par exemple, dans le cadre du Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique (CDB).	1. Nombre et étendue des aires de conservation dûment gérées	1. Fournir un appui technique et financier en vue de la mise en œuvre des activités du projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire aux Îles Cook, à Nauru, aux Tonga et à Tuvalu. 2. Fournir une assistance technique à Nauru, aux Tonga et à Tuvalu en vue de la création d'aires marines protégées et de l'élaboration de normes de gestion dans le cadre du projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire. 3. Communiquer avec le Secrétariat de la CDB et avec les ÉTIO pour réviser et actualiser les programmes de travail sur les aires protégées le cas échéant. 4. Tenir à jour les actualiser périodiquement le Portail océanien des aires protégées.	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 273 349</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonctionnement</td><td>Frais d'investissement</td></tr><tr><td>50 636</td><td>222 713</td><td>0</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>AUXB FEM – PNUE</td><td colspan="2">70 986 202 363</td></tr></table>	Sous-total – 273 349			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	50 636	222 713	0	Source de financement			AUXB FEM – PNUE	70 986 202 363	
	Sous-total – 273 349																		
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																
	50 636	222 713	0																
	Source de financement																		
	AUXB FEM – PNUE	70 986 202 363																	
	2.1.1.3 Au moins une aire marine protégée (AMP) dûment gérée par chaque pays ou territoire insulaire océanien.	1. Nombre de Membres gérant une aire marine protégée<	1. Faciliter l'assistance technique pour le parc marin de la mer de corail de la Nouvelle-Calédonie et le parc marin des Îles Cook, en utilisant les financements de la Convention de Nouméa.	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 56 050</td></tr><tr><td>Personnel Coûts</td><td>Frais de fonctionnement Coûts</td><td>Frais d'investissement</td></tr><tr><td>20 640</td><td>35 410</td><td>0</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>AUXB NZXB Convention de Nouméa</td><td colspan="2">14 425 11 825 29 800</td></tr></table>	Sous-total – 56 050			Personnel Coûts	Frais de fonctionnement Coûts	Frais d'investissement	20 640	35 410	0	Source de financement			AUXB NZXB Convention de Nouméa	14 425 11 825 29 800	
	Sous-total – 56 050																		
	Personnel Coûts	Frais de fonctionnement Coûts	Frais d'investissement																
	20 640	35 410	0																
Source de financement																			
AUXB NZXB Convention de Nouméa	14 425 11 825 29 800																		
2.1.1.4 Au moins une initiative régionale sur le paysage maritime (<i>Oceanscape</i>) pleinement opérationnelle	1. Nombre d'initiatives régionales sur le paysage océanique pleinement opérationnelles.	1. Achever l'exécution du projet PACIOCEA de planification de l'espace maritime. 2. Mise en œuvre aux Tonga et à Kiribati des composantes nationales de planification spatiale marine du projet MACBIO confiées au PROE. 3. Participer aux réunions des comités directeurs des projets INTEGRE et RESCCUE. 4. Faciliter la coopération et la collaboration entre les pays francophones et le PROE sur la question des cibles pour la biodiversité.	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 276 214</td></tr><tr><td>Personnel Coûts</td><td>Frais de fonctionnement Coûts</td><td>Frais d'investissement</td></tr><tr><td>55 075</td><td>218 139</td><td>3 000</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>AUXB GIZ Convention de Nouméa</td><td colspan="2">69 045 199 909 7 260</td></tr></table>	Sous-total – 276 214			Personnel Coûts	Frais de fonctionnement Coûts	Frais d'investissement	55 075	218 139	3 000	Source de financement			AUXB GIZ Convention de Nouméa	69 045 199 909 7 260		
Sous-total – 276 214																			
Personnel Coûts	Frais de fonctionnement Coûts	Frais d'investissement																	
55 075	218 139	3 000																	
Source de financement																			
AUXB GIZ Convention de Nouméa	69 045 199 909 7 260																		

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
	2.1.1.5 D'ici 2015, au moins deux nouveaux pays insulaires océaniques auront ratifié la Convention de Ramsar.	1. Nombre de pays insulaires océaniques ayant ratifié la Convention de Ramsar.	2. Fournir une assistance technique à au moins un pays insulaire océanique en vue des activités préparatoires à la ratification de la Convention de Ramsar. 3. Fournir une assistance technique à deux pays insulaires océaniques en vue d'achever le processus de ratification de la Convention de Ramsar. 4. Fournir un appui technique au représentant océanique à la 48e session du Comité permanent Ramsar (SC48), notamment en vue de l'élaboration d'une note d'orientation. 5. Fournir une assistance technique à au moins deux pays insulaires océaniques signataires en vue de la désignation de nouveaux sites Ramsar. 6. Fournir un appui technique en vue de l'élaboration, de la coordination et de la mise en œuvre des activités et initiatives de la Journée mondiale des zones humides 2015 dans les ÉTIO. 7. Fournir de l'assistance technique à un comité national Ramsar ou à un comité des zones humides dans un pays insulaire océanique. 8. Aider les deux ÉTIO à constituer des comités nationaux Ramsar ou comités des zones humides. 9. Élaborer formation à l'intention des délégués océaniques qui assisteront à la 12e CdP à la Convention de Ramsar. 10. À la 12e CdP à la Convention de Ramsar et fournir un appui technique aux délégués océaniques.	Sous-total - 72 558		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				50 470	21 838	250
				Source de financement		
				Convention de Ramsar À identifier	50 470 22 088	
	2.1.1.6 D'ici 2015, mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides, coordonnée avec tous les partenaires	1. Degré de mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides	1. Solliciter des financements auprès des partenaires régionaux pour la poursuite de l'actualisation des inventaires nationaux des zones humides, et coordonner l'actualisation de ces inventaires pour au moins 2 ÉTIO. 2. Promouvoir la communication et une large diffusion des inventaires nationaux des zones humides achevés à l'échelon régional et international. 3. Mettre à jour l'archive sur les mangroves du Pacifique (PacMan) à l'aide de données nationales provenant d'au moins 2 ÉTIO. 4. Veiller au partage des données pertinentes sur les zones humides entre les pays insulaires océaniques et les partenaires par le biais de la liste de diffusion <i>Pacific Wetlands</i> 5. Obtenir des financements pour la révision et la mise à jour du Plan d'action régional pour les zones humides 2011-2013. 6. Représenter le PROE et présenter des rapports d'activité lors de la 5e réunion annuelle du comité directeur de l'Initiative océanique sur les mangroves (PMI).	Sous-total - 82 294		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				45 884	36 410	0
				Source de financement		
				AUXB Donateurs multi. Convention de Nouméa Convention de Ramsar À identifier	5 508 20 188 30 000 20 188 6 410	

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD												
B2.1.2 Adaptation écosystémique au changement climatique (EbA), largement reconnue et utilisée en tant qu'élément clé des mesures d'adaptation au changement climatique.	2.1.2.1 D'ici 2015, cinq exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique mis en œuvre par les Membres.	1. Nombre d'exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique en cours de mise en œuvre.	1. Reproduire aux Tonga et aux Îles Salomon les résultats et les produits des projets ICCAI d'adaptation écosystémique au changement climatique en milieu côtier exécutés au Samoa et à Vanuatu. 2. Poursuivre la fourniture d'assistance technique au Samoa en matière de surveillance de l'érosion côtière sur les sites du projet conduit dans le droit fil du projet ICCAI d'adaptation écosystémique en milieu côtier récemment conduit au Samoa. 3. Mettre en œuvre des activités relevant du projet d'adaptation écosystémique au changement climatique financé par l'USAID dans la province de Choiseul : <ul style="list-style-type: none">Plans de gestion du bassin versant du Mont Maetambe, du bassin hydrographique de Kolombangara et du milieu côtier de la province de Choiseul.Mettre en œuvre des solutions d'adaptation écosystémique au changement climatique par le biais de la gestion intégrée des zones côtières visant particulièrement l'amélioration des mangroves et du milieu côtier.Dispenser des formations à la gestion des solutions d'adaptation écosystémique au changement climatique à l'échelon national, local et communautaire.Organiser un programme d'échanges consacré à la réhabilitation des mangroves et des zones côtières, au reboisement et à la conservation dans la province de Choiseul.Aider à l'examen des politiques, stratégies, et mesures nationales, locales et sectorielles en vue d'y intégrer l'adaptation écosystémique au changement climatique.Poursuivre la collaboration avec le comité de gestion du groupe consultatif des partenaires pour la mise en œuvre afin de veiller à la coordination efficace et intégrée des projets à Choiseul.	Sous-total - 1,908,722												
				<table><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonctionnement</td><td>Frais d'investissement</td></tr><tr><td>709,078</td><td>1,168,113</td><td>36,781</td></tr></table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	709,078	1,168,113	36,781						
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement										
				709,078	1,168,113	36,781										
				Source de financement												
<table><tr><td>AUXB</td><td>29 570</td></tr><tr><td>Soutien aux prog.</td><td>1 384</td></tr><tr><td>Govt of Germany</td><td>1.602,197</td></tr><tr><td>Donateurs multi.</td><td>5 047</td></tr><tr><td>NZXB</td><td>11 825</td></tr><tr><td>USAID</td><td>258 286</td></tr><tr><td>À identifier</td><td>413</td></tr></table>			AUXB	29 570	Soutien aux prog.	1 384	Govt of Germany	1.602,197	Donateurs multi.	5 047	NZXB	11 825	USAID	258 286	À identifier	413
AUXB	29 570															
Soutien aux prog.	1 384															
Govt of Germany	1.602,197															
Donateurs multi.	5 047															
NZXB	11 825															
USAID	258 286															
À identifier	413															
B2.1.3 Amélioration des partenariats de coopération et de l'engagement de toutes les parties prenantes nationales et régionales et renforcement de l'action concertée sur la conservation de la biodiversité, conformément à la Stratégie d'action pour la conservation de la nature, à l'appui des initiatives et priorités nationales	2.1.3.1 Groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels et jouant le rôle de coordinateurs régionaux dans ce domaine	1. Proportion de groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels	1. Élaborer et mettre en œuvre au moins une initiative nationale et une initiative régionale conjointes de la Table ronde pour la conservation de la nature afin d'appuyer la mise en œuvre du Cadre régional pour la conservation de la nature et des aires protégées dans le Pacifique insulaire 2014-2020. 2. Convoquer la réunion annuelle de la Table ronde pour la conservation de la nature en veillant à la participation active de représentants de chaque région, coordonner et assurer les fonctions de soutien de secrétariat de la table ronde. 3. Établir et mettre en œuvre un système de suivi-évaluation du Cadre régional pour la conservation de la nature et des aires protégées dans le Pacifique insulaire 2014-2020. 4. Convoquer les réunions et animer les activités du groupe de travail sur les aires protégées.	Sous-total – 135 061												
				<table><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonctionnement</td><td>Frais d'investissement</td></tr><tr><td>96 451</td><td>38 610</td><td>0</td></tr></table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	96 451	38 610	0						
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement										
				96 451	38 610	0										
				Source de financement												
<table><tr><td>AUXB</td><td>109 842</td></tr><tr><td>Soutien aux prog.</td><td>1 384</td></tr><tr><td>NZXB</td><td>11 825</td></tr><tr><td>À identifier</td><td>12 010</td></tr></table>			AUXB	109 842	Soutien aux prog.	1 384	NZXB	11 825	À identifier	12 010						
AUXB	109 842															
Soutien aux prog.	1 384															
NZXB	11 825															
À identifier	12 010															

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
B2.1.4 Le PROE assume son rôle de coordinateur régional pour simplifier les processus des AME et les exigences en matière de rapports	2.1.4.1 Les Membres consacrent moins de temps à la préparation des rapports requis par les AME.	1. Nombre d'AME dont les exigences en matière de rapports ont été modifiées pour les Membres océaniques.	1. Élaborer et mettre en œuvre un mécanisme commun de renforcement des capacités des ÉTIO Parties à la CDB, à la Convention de Ramsar, à la CMS et à la CITES.	Sous-total – 55 461		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				46 358	9 103	0
				Source de financement		
				AUXB	35 602	
Soutien aux prog. NZXB	1 384					
Convention de Ramsar	11 825					
À identifier	5 047					
	1 603					
B2.1.5 Développement des connaissances régionales, étude de la possibilité d'actions régionales sur les écosystèmes océaniques dans les zones internes et externes aux juridictions nationales en association avec les organisations et initiatives régionales et internationales pertinentes, et étude de la faisabilité d'un projet du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur cette question.	2.1.5.1 Recensement du nombre d'aires d'importance écologique ou biologique dans le cadre de la CDB et d'autres organisations et initiatives pertinentes.	1. Nombre d'aires d'importance écologique ou biologique (AIEB) recensées.	1. Continuer à promouvoir les résultats de l'atelier de 2000 sur l'analyse des aires d'importance écologique ou biologique.	Sous-total – 13 011		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				10 811	2 200	0
				Source de financement		
				Soutien aux prog. NZXB	1 186	
	11 825					
BEM2 Espèces menacées et migratrices						
BEM2.1 – STRATÉGIE : Coordination et soutien régionaux efficaces de la gestion et de la conservation des espèces menacées et migratrices						
B2.2.1 Enrayement du déclin des populations des principales espèces menacées et migratrices grâce à une planification et une gestion ciblées et à la mise en œuvre active des conventions internationales dans la région	2.2.1.1 Plan d'action régional sur les espèces marines révisé et actualisé en 2012.	1. Nombre de Membres exécutant leurs PANSB ou leurs équivalents.	<i>*La cible a été atteinte, mais la liste ci-dessous présente des activités importantes à conduire pour mettre en œuvre le Plan d'action régional sur les espèces marines 2013 — 2017.</i> 1. Faire le point sur les progrès réalisés au regard du Plan d'action pour les tortues marines. 2. Examiner le statut du Plan d'action pour les dugongs dans le cadre de la contribution du PROE au programme FEM/CMS de conservation des dugongs et des herbiers. 3. Examiner les progrès réalisés au Plan d'action pour les baleines et les dauphins dans le cadre de la campagne 2016 Année océanienne des baleines. 4. Compléter l'exécution du projet <i>Journées bleues</i> financé par le Fonds Pacifique en Polynésie française, avec un atelier régional consacré à l'écotourisme et l'évaluation à mi-parcours du plan d'action. 5. Collecter des fonds destinés à un programme pluriannuel d'écotourisme basé sur les espèces marines au titre de la Convention de Nouméa (demande de financement de 2014).	Sous-total – 99 437		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				29 673	69 764	0
				Source de financement		
				France	34 060	
NZXB	35 067					
Convention de Nouméa	18 040					
À identifier	12 270					

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
	2.2.1.2 D'ici 2015, ratification par au moins quatre Membres de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS) ou de ses mémorandums d'entente.	1. Nombre de nouveaux pays insulaires ayant ratifié la CMS ou ses mémorandums d'entente.	1. Poursuivre les prestations d'assistance technique à l'accession Tonga et de Vanuatu à la CMS. 2. Fournir une assistance technique à d'autres pays en vue de leur accession à la CMS et aux protocoles d'entente connexes. 3. Attirer l'attention sur la CMS dans la région en réalisant des missions dans les pays, en présentant des exposés, en l'intégrant dans les plans régionaux/nationaux de gestion des espèces, et en menant des actions de communication. 4. Fournir à la demande un appui technique aux Membres en vue de la mise en œuvre des obligations découlant de la CMS et, notamment des décisions de la 11e CdP qui les concernent.	Sous-total – 40 069		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				20 544	19 525	0
				Source de financement		
				Soutien aux prog. Donateurs multi. NZXB À identifier	15 000 1 186 9 733 11 825 2 325	
B2.2.2 Intégration des priorités en matière de protection des espèces marines et terrestres dans les stratégies et programmes nationaux, régionaux et internationaux pertinents	2.2.1.2 D'ici 2015, intégration des priorités régionales concernant les espèces dans les politiques et programmes régionaux et internationaux pertinents.	1. Nombre de politiques et programmes régionaux ou internationaux élaborés ou actualisés pour intégrer les priorités régionales concernant les espèces	1. Collaborer avec les organisations et programmes internationaux et régionaux dont les activités correspondent aux priorités régionales sur les espèces (dont les AME sur la biodiversité, la protection de la nature, le cadre Paysage océanique, l'initiative Triangle de corail et le Groupe de travail sur le milieu marin).	Sous-total – 24 980		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				19 516	5 464	0
				Source de financement		
	NZXB		24 980			
	2.2.2.2 D'ici 2015, élaboration et mise en œuvre de deux plans régionaux et quatre plans nationaux de reconstitution des espèces.	1. Nombre de plans de reconstitution des espèces mis en œuvre.	1. Fournir une assistance technique aux Membres en vue de l'élaboration de mécanismes de gestion des espèces marines, notamment par : <ul style="list-style-type: none">la mise en place de nouveaux réseaux de surveillance communautaire des tortues marines aux Îles Salomon et à Kiribati (NZAID/ministère de la Conservation de Nouvelle-Zélande/PROE) ;la promotion et l'examen des sanctuaires et autres aires protégées devant inclure les grandes espèces marines ; 2. Fournir une assistance sur demande aux Membres du PROE qui souhaitent élaborer des demandes de financement à l'appui de la mise en œuvre nationale de plans d'action sur les espèces marines ou de reconstitution de leurs populations ; 3. Fourniture d'assistance technique à au moins deux pays membres en vue de l'intégration d'activités relevant de leur Plan d'action sur les espèces marines dans leur PANSB. 4. Fournir une assistance technique et financière aux Membres en vue de la mise en œuvre nationale du Plan d'action sur les espèces marines 2013-2017.	Sous-total – 31 120		
Frais de personnel				Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	
19 782				11 338	0	
Source de financement						
NZXB À identifier				30 742 378		

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
	2.2.2.3 2.2.2.3 – Mise en œuvre d'une législation nouvelle ou actualisée concernant les espèces sauvages	1. Nombre de lois nouvelles ou actualisées concernant les espèces sauvages	1. Assistance technique à la révision, lorsqu'il en existe, ou à l'élaboration de nouvelles lois sur les espèces marines, y compris les aires marines de protection des cétacés, des dauphins, des dugongs, et des tortues.	Sous-total - 14 671		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				11 077	3 594	0
				Source de financement		
				Soutien aux prog. NZXB	1 186	13 485
B2.2.3 Maintenance et utilisation de la base de données sur la recherche et le suivi des tortues marines (TREDS) pour contribuer à leur conservation aux échelons national et régional.	2.2.3.1 Adoption par les Membres de la base de données TREDS	1. Nombre de Membres utilisant la base de données TREDS	1. Faciliter la bonne exécution des initiatives nationales de gestion des données sur les tortues, y compris : la formation à TREDS à la demande des ÉTIO ; la coordination et la fourniture de services concernant les bases de données sur les tortues ; la fourniture d'assistance en cas de difficulté ; la distribution, si nécessaire, de bagues et d'applicateurs aux correspondants de TREDS. 2. Solliciter des ressources en vue de : o faciliter le développement et l'utilisation de TREDS ; acheter des bagues, des émetteurs satellitaires, des applicateurs et autres ressources. 3. Préparer le rapport annuel sur TREDS en : o procédant à l'analyse de la base de données ; o actualisant l'inventaire des bagues fournies par le PROE aux ÉTIO. 4. Examiner la base de données TREDS afin d'en améliorer les fonctionnalités et son bon usage. 5. Faire mieux connaître TREDS grâce à : o des supports de sensibilisation ; o au moins 3 articles sur internet, dans la presse ou à la radio ; o au moins 1 article basé sur des données TREDS dans une revue scientifique soumise à un comité de lecture. 6. Fournir une assistance en vue de la mise en œuvre du programme sur les espèces menacées et migratrices, notamment en : o appuyant la création de réseaux de surveillance communautaire des tortues marines (NZaid/PROE/ministère de la Conservation de Nouvelle-Zélande) et le développement de l'écotourisme.	Sous-total - 110 101		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				86 011	24 090	0
				Source de financement		
				AUXB	97 640	
				Soutien aux prog. NZXB	1 186	11 275

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
B2.2.4 Statut des espèces menacées et en voie de disparition suivi en continu et actualisé dans le cadre de la surveillance régionale de la biodiversité.	2.2.4.1 D'ici 2015, achèvement de l'examen du statut des espèces menacées et évaluation régionale des effets positifs sur l'enrayement du déclin des populations de ces espèces.	1. État d'avancement de l'évaluation régionale du statut des espèces menacées ; effet sur l'enrayement du déclin de ces espèces.	1. Utiliser les données de l'état de la conservation en Océanie (SOCO) comme données de référence relatives aux espèces marines menacées et migratrices pour les plans d'action sur les espèces marines lorsque des informations fiables sont disponibles, et mettre à jour en fonction des besoins. 2. Coordonner les réseaux océaniques sur les cétacés, les dugongs, les tortues marines et les requins 3. Appuyer l'évaluation du statut des dugongs dans la région du PROE, dans le cadre du programme FEM/CMS de conservation des dugongs et des herbiers	Sous-total – 17 745		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				15 756	1 989	0
				Source de financement		
				Soutien aux prog. NZXB	1 186 16 559	
B2.2.5 Les pays insulaires océaniques qui ne l'ont pas encore fait ratifient la Convention sur le commerce des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), mettent en place des lois de protection de ces espèces, reçoivent une formation appropriée et élaborent des lois modèles	2.2.5.1 D'ici 2015, ratification de la Convention CITES par au moins quatre nouveaux pays insulaires océaniques	1. Nombre de nouveaux Membres ayant ratifié la Convention CITES	1. Œuvrer avec le secrétariat de la CITES, Secrétariat, les gouvernements et les partenaires à la promotion de la ratification de la CITES dans la région en réalisant des missions dans les pays (sous réserve de disponibilité de financements), en présentant des exposés lors de réunions, et en fournissant une assistance aux processus pour permettre à d'autres Membres de devenir partie à la Convention. 2. Poursuivre la collaboration avec la CITES et les donateurs potentiels en vue de la création d'un poste de responsable océanien au PROE.	Sous-total – 16 515		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				14 570	1 945	0
				Source de financement		
				NZXB	16 515	
	2.2.5.2 Formation des responsables scientifiques terminée en vue de la mise en œuvre de l'article 4 de la CITES (avis de commerce non préjudiciable).	1. Nombre d'agents formés pour mettre en œuvre l'article 4 de la CITES	1. Œuvrer avec la CITES, les Membres et les partenaires à la planification de la formation des pays océaniques Parties à la Convention à l'application de l'article 4.	Sous-total – 10 142		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				9 891	251	0
				Source de financement		
				NZXB	10 142	
2.2.5.3 Élaboration d'un modèle de plan de gestion pour les coraux, les dauphins et d'autres espèces marines	1. État d'achèvement du modèle de plan de gestion de la CITES pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines	1. Collaborer avec la CITES, et d'autres parties intéressées, à l'élaboration d'un modèle de plan de gestion de la CITES pour une espèce marine incorporant les enseignements tirés de l'évaluation du <i>Tursiops aduncus</i> menée Îles Salomon, et qui a donné lieu à un avis de commerce non préjudiciable.	Sous-total – 14 650			
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	
			11 077	3 573	0	
			Source de financement			
			Soutien aux prog. NZXB	1 186 13 464		

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
BEM3 : Espèces envahissantes						
BEM3.1.1 – STRATÉGIE : Fournir un soutien technique, institutionnel et financier aux programmes régionaux sur les espèces envahissantes, en coordination avec d'autres organisations régionales						
B2.3.1 Menace des espèces envahissantes réduite grâce à l'action publique, la législation, la sensibilisation et la lutte, y compris des mesures régionales et nationales de prévention et de riposte	2.3.1.1 2.3.1.1 – D'ici 2013, les priorités régionales concernant les espèces envahissantes seront recensées suite à une analyse des lacunes des Directives pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique et les organismes membres du Partenariat océanien sur les espèces envahissantes prendront des mesures concertées en conséquence, en collaboration avec les Membres	1. État d'avancement de l'analyse des lacunes et de la mise en œuvre de ses recommandations	1. Coordonner le Partenariat océanien sur les espèces envahissantes (PIP) et travailler avec ses membres à l'élaboration de projets répondant aux priorités de la Stratégie océanienne de développement des capacités sur les espèces envahissantes de 2013 et du rapport SOCO. 2. Achever l'élaboration du plan d'action du Partenariat océanien sur les espèces envahissantes 2015-2016. 3. Faciliter l'accès au soutien technique offert par les membres du réseau PIP et par d'autres en vue de la mise en œuvre d'activités relevant du projet FEM/PAS sur les espèces allogènes envahissantes (Projet IAS) axées sur la communication, la vulgarisation, la législation, la biosécurité et la gestion des espèces envahissantes. 4. Gérer et administrer le soutien dont bénéficient les Pays membres dans le cadre du projet IAS du GEF-PAS EEE pour veiller au succès de la mise en œuvre et à la soumission des rapports en temps voulu.	Sous-total – 342 134		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				92 704	247 430	2 000
				Source de financement		
				AUXB	10 686	
NZXB	34 876					
FEM – PNUE	296 572					
2.3.1.2 2.3.1.2 – D'ici 2015, cinq nouveaux Membres seront dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes gérés par des comités nationaux	2.3.1.2 – D'ici 2015, cinq nouveaux Membres seront dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes gérés par des comités nationaux	1. Nombre de Membres s'étant dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes	1. Faciliter l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action territoriaux sur les espèces envahissantes à Wallis-et-Futuna. 2. Fournir aux coordinateurs nationaux du projet IAS un appui à la gestion et faciliter les prestations d'assistance technique du PROE.	Sous-total – 70 301		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				37 646	32 655	0
				Source de financement		
				AUXB	11 566	
France	10 395					
Soutien aux prog.	1 186					
NZXB	11 930					
FEM – PNUE	35 224					
2.3.1.3 D'ici 2015, adoption de l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes dans cinq États ou Territoires insulaires océaniques	2.3.1.3 D'ici 2015, adoption de l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes dans cinq États ou Territoires insulaires océaniques	1. Nombre d'ÉTIO utilisant l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes	1. Attirer davantage l'attention sur la biosécurité interinsulaire et la gestion des espèces envahissantes établies dans le projet de loi de la CPS sur la biosécurité harmonisé à l'échelon régional en collaboration avec la CPS et d'autres organisations du CORP. 2. Appuyer l'élaboration du système d'évaluation des risques liés aux espèces adventices dans deux pays ou territoires océaniques. 3. appuyer l'inclusion de la biosécurité et des protocoles de gestion des espèces envahissantes dans les programmes de conservation et de gestion des aires protégées de plus grande envergure.	Sous-total - 31 972		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				19 322	12 650	0
				Source de financement		
				AUXB	11 786	
NZXB	20 186					

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
B2.3.2 Partenariat océanien sur les espèces envahissantes et Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes (PILN) maintenus en tant que mécanismes régionaux permanents de coordination, de renforcement des capacités et de surveillance, et collaboration dans ce domaine entre les organismes régionaux pertinents.	2.3.2.1 D'ici 2015, tous les États et Territoires insulaires océaniques seront membres du PILN.	1. Nombre d'ÉTIO devenus membres du PILN	1. Faciliter les discussions sur l'intérêt de constituer des équipes du PILN dans les Pays membres qui ne se sont pas encore dotés d'équipes plurisectorielles de lutte contre les espèces envahissantes, notamment Nauru, Tuvalu et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. 2. Aider au moins 5 équipes du PILN en facilitant le traitement des problématiques prioritaires relatives aux espèces envahissantes dans leurs pays. 3. Promouvoir la constitution de travail sous régionaux sur les espèces envahissantes en Mélanésie et en Polynésie en prenant le Conseil régional micronésien sur les espèces envahissantes comme modèle.	Sous-total - 34 383		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				28 883	5 500	0
				Source de financement		
				Soutien aux prog. AUXB NZXB	21 922 1 186 11 275	
B2.3.3 Intégration des espèces envahissantes dans les programmes de sensibilisation du public, les programmes d'éducation formelle et permanente et les campagnes de marketing social.	2.3.3.1 D'ici 2015, de bons exemples de campagnes de sensibilisation et d'éducation adaptés aux besoins de la région auront été mis en place.	1. Nombre de campagnes de sensibilisation et d'éducation achevées dans le Pacifique.	1. Mener une campagne régionale de vulgarisation et de sensibilisation aux espèces envahissantes afin de mieux faire comprendre l'importance du message : <i>Espèces envahissantes : la responsabilité de tous.</i> 2. Contribuer à l'élaboration et à la production d'un dossier d'information du Pacifique sur une thématique liée aux espèces envahissantes. 3. Au moins deux équipes du PILN mènent des campagnes de sensibilisation sur les espèces envahissantes. 4. Élaboration et distribution de support de vulgarisation sur les espèces envahissantes dans la province de Choiseul, aux Îles Salomon.	Sous-total - 37 340		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				24 990	12 350	0
				Source de financement		
				Soutien aux prog. AUXB NZXB USAID	9 036 1 186 16 418 10 700	
B2.3.4 Nette amélioration de la compréhension des impacts économiques des espèces envahissantes	2.3.4.1 D'ici 2013, une étude pilote aura été réalisée pour démontrer les coûts économiques réels et potentiels d'espèces envahissantes spécifiques et les avantages économiques d'interventions efficaces.	1. Achèvement d'une étude de cas pilote sur les coûts économiques des espèces envahissantes.	1. Diffuser aux Membres du PROE des études de cas sur les coûts économiques des espèces envahissantes.	Sous-total - 20 936		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				19 286	1 650	0
	Source de financement					
	AUXB NZXB		4 518 16 418			
	2.3.4.2 D'ici 2014, une campagne de marketing social aura été réalisée afin de promouvoir l'importance politique des enjeux relatifs aux espèces envahissantes et d'accroître les financements qui y sont consacrés.	1. Campagne de marketing social sur espèces envahissantes réalisée.	1. Appuyer la mise en œuvre de campagnes de marketing social sur les espèces envahissantes dans au moins deux pays en collaboration avec des partenaires.	Sous-total - 20 755		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
15 365				5 390	0	
Source de financement						
Soutien aux prog. AUXB NZXB		11 786 1 186 7 783				

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
B2.3.5 Amélioration des informations sur le statut et la répartition des espèces envahissantes, et les méthodes objectives de définition des priorités, pour étayer les mesures de lutte menées dans la région.	2.3.5.1 D'ici 2015, existence de signes tangibles d'une coordination régionale améliorée pour le partage de l'information sur la situation et la répartition des espèces envahissantes.	1. Coordination régionale permettant le partage d'informations sur les espèces envahissantes.	1. Veiller à ce qu'au moins 2 nouveaux pays insulaires océaniques utilisent les sources d'information régionales : UICN/GSEE, Pest Net, PIER, CABI-ISC, la base de données océanique sur les espèces nuisibles, etc. 2. Obtenir des articles des partenaires du PIP et des équipes du PILN pour le bulletin <i>Soundbites</i> du PILN. 3. Diffuser des informations à jour sur les espèces envahissantes par le biais du site web du PROE et de listes de diffusion 4. Promouvoir le PILN, le PIP et d'autres groupes de discussion régionaux sur les espèces envahissantes et recruter de nouveaux membres.	Sous-total – 52 313		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				42 083	10 230	0
				Source de financement		
	AUXB	31 170				
	prog. Soutien NZXB	1 186	19 957			
2.3.5.2 Un grand projet sur les espèces envahissantes inclus dans le programme du FEM-5.	1. Inclusion d'activité d'une valeur de plusieurs millions d'USD dans le programme du FEM-5.	1. En collaboration avec les ÉTIO et les partenaires, poursuivre l'élaboration du projet régional de lutte contre les espèces envahissantes à soumettre au FEM-6.		Sous-total - 10 286		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				10 286	0	0
				Source de financement		
				NZXB		10 286
B2.3.6 Importance accrue accordée dans la région à l'éradication des espèces envahissantes et à la lutte biologique aux fins de gestion de ces espèces.	2.3.6.1 D'ici 2015, des projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication auront été menés dans le cadre du programme de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et d'initiatives complémentaires	1. Nombre de projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication mis en œuvre	1. Fournir une assistance technique aux projets de lutte contre les espèces envahissantes, y compris aux projets d'éradication, de lutte biologique et de rétablissement, dans le cadre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces envahissantes. 2. Colliger des études de cas et les diffuser aux Pays membres.	Sous-total – 684 351		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				65 432	618 919	0
				Source de financement		
				Soutien aux prog. NZXB		1 186
				FEM – PNUE	45 672	637 493

TOTAL PRIORITÉ 2	Frais de personnel	\$ 1,742,459
	Frais de fonctionnement	\$3,184,454
	Frais d'investissement	\$ 36,781
	TOTAL GÉNÉRAL	\$4,963,694

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (USD)	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	477 722
	Donateurs multiples	34 968
	Govt of Germany	530,994
	NZXB	362 182
	Soutien aux prog.	19 770
	Convention de Ramsar	75 705
	FEM – PNUE	101 120
	USAID	139 998
Frais de fonctionnement :	AUXB	136 750
	France	54 850
	GIZ	199 409
	Govt of Germany	1,040,172
	NZXB	90 845
	Convention de Nouméa	85 100
	FEM – PNUE	1 391 594
	USAID	128 489
	À identifier	57 245
Frais d'investissement :	AUXB	2 500
	GIZ	500
	Govt of Germany	31,031
	NZXB	2 000
	USAID	500
	À identifier	250
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	4 906 199	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	57 495	

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

But du programme : Objectif du programme : Améliorer les capacités des pays et territoires insulaires océaniques à gérer les questions liées à la pollution et aux déchets

Contexte stratégique

La gestion de la pollution et des déchets continuera d'être une priorité d'importance croissante pour le PROE en 2015, car les déchets et la pollution contribuent grandement à la dégradation des écosystèmes de la région et aux coûts socioéconomiques qui entravent le développement durable.

Le PROE continuera d'aider les pays à lutter contre la pollution et à gérer les produits chimiques dangereux et les déchets en leur fournissant des conseils et un appui techniques. La deuxième phase du projet régional de la JICA en matière de coopération technique sur la gestion des déchets solides continue de travailler en collaboration avec les initiatives du PROE sur les déchets et la pollution pour veiller à l'amélioration de la gestion des déchets solides dans la région. L'année 2015 verra également le début de l'examen de la Stratégie régionale océanique de gestion des déchets solides. Le PROE continuera d'apporter une assistance aux pays insulaires océaniques, en collaboration avec l'Organisation maritime internationale (OMI) et la Direction australienne de la sécurité maritime (AMSA), pour lutter contre les risques de pollution marine et gérer les interventions. Le recours aux mécanismes et aux stratégies de gestion environnementale et économique de la pollution par les déchets en mer de la région se poursuivra également en 2015 en association avec l'Université d'Auckland. De plus, la région continuera à apporter des réponses exhaustives aux impacts de la gestion des déchets dangereux grâce au soutien accru du projet PacWaste des programmes de l'Alliance FEM-Pacifique (GEFPAS). Ces travaux permettront d'améliorer la gestion des déchets médicaux, électriques et électroniques, de l'amiante et des stocks de produits chimiques. Le programme GEFPAS continuera également de mettre en place des mécanismes permettant de mieux gérer les huiles usagées dans la région et de fournir une formation de haute qualité aux spécialistes océaniques de la gestion des déchets. Les liens de coopération noués avec le bureau régional de la Convention de Bâle en Chine (BCRC), qui est basée à Pékin, permettront également d'améliorer la coordination et les capacités en matière de gestion des déchets dangereux, y compris la gestion des batteries au plomb-acide épuisées, grâce au partage des expériences, et à l'offre de formations ciblées aux spécialistes océaniques de la gestion des déchets. Cette action sera renforcée grâce à des formations à la gestion des déchets dangereux dispensées par les conventions de Bâle et de Waigani dans l'ensemble de la région.

Les activités prévues pour 2015 comprennent notamment :

- Un appui continu à la mise en œuvre de la Stratégie de gestion des déchets solides pour la région Pacifique et l'examen de cette stratégie.
- La fourniture d'un appui aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de l'élaboration ou de l'amendement de politiques, de directives et de stratégies nationales de gestion des déchets solides et des matières dangereuses, notamment des déchets médicaux, de l'amiante et des batteries au plomb-acide épuisées.
- Un soutien continu au renforcement des capacités nationales nécessaires pour aborder les questions liées à la gestion des déchets et à la pollution au niveau national, y compris la formation sur les obligations découlant des conventions régionales et internationales.
- L'aide à la mise en œuvre de stratégies nationales de gestion des déchets en collaboration avec des partenaires tels que le BCRC de Pékin, la JICA, L'Union européenne, le programme INTEGRE et le Fonds d'infrastructure régional océanique (PRIF).
- Aider les ÉTIO à mieux gérer les huiles usagées, les débris marins, et leurs sources.

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette Division :

Frank GRIFFIN	Conseiller en gestion des déchets dangereux
Ma Bella GUINTO	Conseiller en gestion des déchets solides
Pulemalie HABRI	Secrétaire du Directeur de la Division
David HAYNES	Directeur du Programme Gestion des déchets et lutte contre la pollution
Ana MARKIC	Stagiaire déchets en mer
Lusiana RALOGAIVAU	Coordinatrice des projets du FEM
Anthony TALOULI	Conseiller en pollution
Jade TAVANE	Chargée du Programme PacWaste
Stewart Williams	Directeur du programme PacWaste
Scott WILSON	Spécialiste de la pollution marine

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2015

Composante : WMPC1 - Modification des comportements

But : Minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
WMPC1 : Modification des comportements WMPC1.1 – Stratégie : Aider les Membres à élaborer des lois, règlements et instruments financiers qui favoriseront la modification des comportements pour minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication.						
W3.1.1 Sensibilisation accrue des populations insulaires océaniques au besoin de gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux et de lutter contre la pollution pour réduire le volume de détrit us et améliorer la santé de l'environnement.	3.1.1.1 D'ici 2015, augmentation de la part des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés par tous les Membres.	1. Proportion des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés	1. Fournir un appui technique pour améliorer la gestion régionale de l'amiante, des déchets électroniques et des déchets médicaux (PacWaste). 2. Fournir un appui technique, notamment à la création réseau régional de recycleurs, pour améliorer le recyclage dans la région. 3. Fournir un appui technique pour gérer les sites contaminés (Alliance FEM-Pacifique). 4. Fournir une assistance et un appui techniques à au moins deux ÉTIO pour améliorer les pratiques de gestion des déchets solides. 5. Plan de travail 2016 – 2017 du PRC élaboré et aligné sur le plan de travail de la Division. 6. Élaborer le programme régional de gestion des huiles usagées et le mettre en œuvre dans 11 pays. 7. Fournir un appui technique et dispenser des formations dans 6 pays afin d'améliorer la gestion des produits chimiques et des déchets dangereux à l'échelon national (Projet uPOPs — GEF-PAS). 8. Achevé l'élaboration d'un document régional sur la conversion du papier en énergie. 9. Achever l'élaboration d'une stratégie sur les déchets métalliques.	Sous-total – 669 093		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				177 804	491 289	0
				Source de financement		
				AUXB prog. Soutien UE NZXB FEM – PNUE À identifier	132 045 3 011 110 535 32 778 387 194 3 530	
	3.1.1.2 D'ici 2015, amélioration de la qualité des eaux côtières et réduction du nombre d'incidents de pollution chez au moins cinq Membres insulaires.	1. Qualité des eaux côtières et nombre d'incidents de pollution.	1. Élaborer un modèle permettant de définir les priorités critiques de la région en matière d'intervention sur les déchets plastiques marins. 2. Lancer une grande activité de recherche visant à minimiser les impacts des déchets plastiques marins.	Sous-total – 58 236		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				32 736	25 500	0
				Source de financement		
				AUXB prog. Soutien Convention de Nouméa À identifier	34 725 3 011 20 000 500	

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
	3.1.1.3 Exécution de programmes de minimisation des déchets fondés sur les principes du refus, de la réduction, de la réutilisation et du recyclage, lors de cinq manifestations sportives ou culturelles régionales importantes, et large diffusion des enseignements.	1. Nombre de programmes de minimisation des déchets mis en œuvre lors de manifestations importantes.	1. Élaborer un programme de minimisation des déchets pour les Jeux du Pacifique qui se dérouleront en Papouasie-Nouvelle-Guinée en juillet 2015. 2. Élaborer un programme de minimisation des déchets pour les Jeux de la jeunesse du Commonwealth qui se dérouleront au Samoa en 2015.	Sous-total – 10 296		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				4 796	5 500	0
				Source de financement		
				NZXB	10 296	
	3.1.1.4 Kit de communication sur la gestion des déchets élaboré d'ici 2012 et utilisé par au moins cinq ÉTIO d'ici 2014.	1. État d'achèvement des kits de communication sur la gestion des déchets ; nombre de Membres utilisant ces kits.	1. Achèvement des kits de communication sur la gestion des déchets dans le cadre du projet pilote PacWaste pour les atolls.	Sous-total – 6 420		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				0	6 420	0
				Source de financement		
				UE	6 420	
	3.1.1.5 Exécution et suivi de programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution par certains Membres d'ici 2013.	1. Nombre de Membres ayant mis en œuvre des programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution.	1. Aider les pays à mettre en œuvre les projets pilotes (GEFPAS) : a. Lancement du projet pilote de compostage à Nioué ; b. Lancement du projet pilote de combustion des huiles usagées au Samoa ; c. Lancement du projet d'aménagement de la gestion des déchets médicaux à Kiribati. 2. Lancement d'un programme de gestion des conteneurs de pesticides usagés au Samoa, aux Tonga et aux Fidji (GEFPAS). 3. Appui fourni à un atoll océanien en vue de l'amélioration des pratiques de gestion des déchets (PacWaste). 4. Assistance à l'amélioration de la gestion intégrée des déchets fournie à Wallis et Futuna (Fonds Pacifique).	Sous-total – 663 285		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				154 827	508 458	0
				Source de financement		
				AUXB prog. Soutien UE NZXB FEM – PNUE À identifier	90 795 3 011 391 834 33 773 142 932 940	

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
WMPC2 : Connaissances, données, planification et recherche						
WMPC2.1 – Stratégie : Aider et encourager les pays membres à collecter, analyser, interpréter et diffuser des données sur les déchets, les produits chimiques dangereux et la pollution pour en améliorer la gestion d'ici 2015. Stratégie quinquennale de renforcement de la législation environnementale au niveau national, axée sur les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.						
W3.2.1 Stratégies et plans détaillés de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution reposant sur des données techniques fiables recueillies pour les Membres et actions prioritaires mises en œuvre d'ici 2015.	3.2.1.1 Méthodes standard de collecte, stockage, analyse et interprétation des données de pollution et de gestion des déchets en place, diffusées et utilisées par au moins six ÉTIO.	1. État d'achèvement des méthodes standard d'analyse de la pollution et de gestion des déchets.	1. Fournir un appui continu aux pays insulaires océaniques pour les aider à surveiller l'importation d'amiante et de précurseurs de déchets électroniques (PacWaste). 2. Fourniture d'assistance technique à la normalisation des méthodes de collecte de données sur les huiles usagées (GEFPAS). 3. Fournir des conseils et un appui techniques pour aider les ÉTIO à cartographier leurs ressources côtières. 4. Manuel de méthodes standard de gestion des déchets dangereux élaboré (GEF-PAS). 5. Synthèse des activités de gestion des déchets conduites par les Membres en 2014 et 2015 réalisée et présentée à la Conférence du PROE.	Sous-total – 128,880		
				Personnel Coûts	Frais de fonctionnement Coûts	investissement Coûts
				54 420	74 460	0
				Source de financement		
				AUXB prog. Soutien UE NZXB FEM – PNUE À identifier	47 081 3 011 23 698 4 796 49 724 570	
		1. Nombre de Membres utilisant les méthodes standard.	1. Fournir conseils techniques, soutien et formation à l'utilisation des méthodes standard de gestion des déchets dangereux à 6 ÉTIO (GEF-PAS). (Cette section doit être lue avec celle de l'activité 7 du résultat 3.1.1.1)			
	3.2.1.2 Augmentation du nombre d'articles pertinents publiés dans des revues, actes et autres publications scientifiques régionales et internationales	1. Nombre d'articles publiés sur la pollution et la gestion des déchets dans le Pacifique	1. Réaliser et actualiser la page web et les publications du projet PacWaste concernant les déchets dangereux et les déchets solides sur les atolls. 2. Réaliser et actualiser la page web et les publications du PACPOL. 3. Réaliser et actualiser la page web et des publications FEM-PAS, y compris des supports de formation et de sensibilisation nationaux. 4. Publier 6 articles de la gestion des déchets dangereux dans le bulletin du bureau régional de la Convention de Bâle en Chine (BCRC). 5. Publication de 2 numéros de WasteLine en 2015. 6. Mise en avant des questions relatives aux déchets et à la pollution dans Pacific Tok.	Sous-total – 195 397		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				45 300	150 097	0
				Source de financement		
AUXB UE NZXB FEM – PNUE				11 245 54 649 6 996 122 507		

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
	3.2.1.3 Tour d'horizon régional de la gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de la lutte contre la pollution publié d'ici 2015.	1. État d'achèvement du tour d'horizon régional de la gestion des déchets, des produits chimiques et de la pollution	1. Exposés présentés lors de la journée Forum océanien sur l'environnement de 2014 colligés et publiés. 2. Indicateurs sur la pollution et les déchets affinés grâce au Programme PacWaste. 3. Stratégie régionale intégrée de gestion des déchets solides et des déchets et des produits chimiques dangereux (Zéro déchet) 2016-2025 en vue d'approbation par les Membres.	Sous-total – 45 420		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				43 880	1 540	0
				Source de financement		
				AUXB NZXB À identifier	29 493 15 387 540	
WMPC3 : Renforcement des capacités et conseils en matière de bonnes pratiques						
WMPC3.1 – Stratégie Recenser et combler les déficits de capacités des Membres pour permettre la mise en œuvre d'activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution d'ici 2015						
W3.3.1 Capacité des Membres sensiblement augmentée d'ici 2015 en matière d'élaboration et de mise en œuvre de programmes et activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution.	3.3.1.1 Analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution achevée en 2011 et révisée en 2015, en association avec d'autres travaux comme ceux réalisés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).	1. État d'achèvement de l'analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux.	1. Conseils et soutien techniques à l'achèvement de l'évaluation de la capacité de gestion nationale des déchets dangereux dispensés à 6 ÉTIO.	Sous-total – 21 984		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				15 164	6 820	
		Source de financement				
			AUXB NZXB FEM – PNUE À identifier	11 706 4 796 4 862 620		
	3.3.1.2 Au moins une activité régionale mise en œuvre d'ici 2012 pour combler les déficits de capacités des Membres.	1. Nombre d'activités régionales mises en œuvre pour combler les déficits de capacités des Membres concernant les déchets et la pollution.	1. Deux stages de formation à la gestion des déchets dispensés aux Fidji (GEFPAS). 2. Plan de gestion des huiles élaboré dans 11 pays (GEFPAS). 3. Loi sur les huiles usagées élaborée dans 11 pays. 4. Ateliers de sensibilisation aux conventions de Waigani et de Bâle dispensés dans 6 ÉTIO. 5. Fournir un appui technique et dispenser des formations dans 6 pays afin d'améliorer la gestion des produits chimiques et des déchets dangereux à l'échelon national (GEF-PAS). 6. Inventaires et audits des déchets dangereux réalisés dans 6 pays. 7. Fournir des conseils et un appui techniques aux ÉTIO en vue de la réalisation d'études biologiques de référence sur les ports à haut risque.	Sous-total – 313 504		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				52 538	260 966	0
				Source de financement		
				AUXB Convention de Waigani FEM – PNUE À identifier	32 228 6 820 271 636 2 820	

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
	3.3.1.3 Cinq modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution identifiés et diffusés à tous les Membres et au moins un modèle reproduit chez certains Membres d'ici 2015	1. Nombre de modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution diffusés. 2. Nombre de modèles reproduits	1. Meilleures pratiques de gestion des déchets contenant de l'amiante recensées et diffusées (PacWaste). 2. Meilleures pratiques de gestion des déchets médicaux recensées et diffusées (PacWaste). 3. Meilleures pratiques de gestion des déchets électroniques recensées et diffusées (PacWaste). 4. Meilleures pratiques de compostage recensées et diffusées (GEFPAS)	Sous-total – 1 809 607		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				95 033	1 714 574	0
				Source de financement		
				AUXB prog. Soutien UE NZXB FEM – PNUE	23 754 2 834 1 761 527 4 796 16,696	
	3.3.1.4 Formation sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution proposée à tous les Membres.	1. Nombre de directives sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution disséminées.	1. Formation aux meilleures pratiques d'amélioration de la gestion de l'amiante dispensée (PacWaste). 2. Formation aux meilleures pratiques d'amélioration de la gestion des déchets médicaux dispensée (PacWaste). 3. Formation aux meilleures pratiques d'amélioration de la gestion des déchets électroniques dispensée (PacWaste). 4. Fournir un appui technique en vue de la mise à jour des NATPLAN de 2 ÉTIO 5. Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale d'intervention en cas de pollution marine dans 2 ÉTIO 6. Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration et de la mise à jour de la législation nationale sur la pollution marine (y compris l'introduction d'organismes marins nuisibles par les navires) dans 2 ÉTIO 7. Fournir un soutien à la mise en œuvre de formation à la gestion des déchets dans un pays francophone en 2015. 8. Achèvements et diffusion d'un manuel sur la gestion des déchets, y compris les meilleures pratiques relatives aux produits chimiques des laboratoires, dans tous les ÉTIO.	Sous-total – 538,987		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				93 838	445 149	
				Source de financement		
				AUXB UE OMI NZXB FEM – PNUE À identifier	48 970 415 559 50 000 4 796 18 862 800	
W3.3.2 Les Membres sont mieux équipés pour se préparer et réagir aux sources de pollution marine causées par les navires et pour les éviter.	3.3.2.1 Atteinte des objectifs du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique 2010-2014 (PACPOL)	2. L'évaluation en fin de mise en œuvre de la stratégie confirme que les objectifs du programme PACPOL ont été atteints.	1. Base de données des épaves de la Seconde Guerre mondiale dans le Pacifique réalisée et consolidée. 2. Révision du PACPOL achevée. 3. PACPLAN actualisé. 4. Plan régional relatif aux installations portuaires de réception (des déchets) révisé. 5. Arguments en faveur du détachement d'un Spécialiste de la pollution avancés.	Sous-total – 47 773		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				42 773	2 455	2 545
				Source de financement		
				AUXB prog. Soutien UE	39 431 2 834 5 508	

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2015

TOTAL PRIORITÉ 3	Frais de personnel	813 110 USD
	Frais de fonctionnement	3 693 228 USD
	Frais d'investissement	2 545 USD
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>4 508 883 USD</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES USD	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	407 373
	UE	194 872
	Soutien aux prog.	17 712
	NZXB	95 914
	FEM – PNUE	97 239
Frais de fonctionnement :	AUXB	91 555
	UE	2 574 859
	OMI	50 000
	NZXB	22 500
	Convention de Nouméa	20 000
		6 820
	Convention de Waigani	917 174
		10 320
	FEM – PNUE	
	À identifier	2 545
Frais d'investissement :		
	AUXB	
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	4 498 563	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	10 320	

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4 : SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE

Objectif du programme : D'ici 2015, tous les Membres seront à même d'élaborer et de mettre en œuvre des cadres et processus transparents et rigoureux pour améliorer la gouvernance, la planification et la surveillance environnementales ainsi que les rapports sur l'environnement, et le Secrétariat produira des évaluations périodiques régionales de l'état de l'environnement

La Division Surveillance environnementale et gouvernance (EMG) fournit une assistance dans plusieurs domaines (développement des capacités, politiques, législation, respect de la réglementation, planification, suivi, notification et financement) pour aider les pays à respecter leurs obligations au titre des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et à atteindre leurs objectifs de développement durable. Ces activités ont essentiellement été conduites dans le cadre du projet ACP sur les AME financé par l'UE. Les activités comprennent :

- L'achèvement du projet de directives régionales et de manuel de formation sur les ÉIE ;
- L'achèvement, en consultation avec la Division SOPAC de la CPS, des directives sur les ÉIE relatives aux ressources minérales des grands fonds ;
- L'achèvement des directives sur les ÉIE relatives au développement du tourisme côtier ;
- La mise à jour de la législation nationale sur l'environnement de 14 pays insulaires océaniques au titre du Projet des eaux internationales ;
- L'organisation d'une formation sur la mise en œuvre du Protocole de Nagoya ;
- L'appui à la planification et la hiérarchisation des priorités nationales en prévision du FEM-6 ;
- L'élaboration de propositions de projets-cadres régionaux en vue de leur soumission au FEM-6.
- L'achèvement de la rédaction des Stratégies nationales de gestion de l'environnement (SNAGE) de Vanuatu et Tuvalu ;
- Le lancement de la rédaction de la SNAGE des Tonga, des Îles Marshall et des Palaos ;
- L'intégration des SNAGE dans les Stratégies nationales de développement durable (SNDD) à travers une participation active au « Partenariat de soutien à l'élaboration des SNDD » ;
- Tenir compte de la dimension du genre dans la formulation des SNAGE.
- L'élaboration des directives régionales de suivi des aires protégées ;

- La création d'un réseau régional de professionnels de l'évaluation et de la planification environnementales, et relier ce dernier à la NZAIA et à d'autres réseaux professionnels d'intérêt ;
- L'élaboration d'un modèle de rapport régional sur l'état de l'environnement ;
- L'élaboration d'un modèle de mécanisme de partage des données ;
- L'achèvement des rapports sur l'état de l'environnement des Îles Cook et de Vanuatu ;
- Le lancement de l'élaboration des rapports sur l'état de l'environnement aux Îles Marshall et à Nauru ;
- Achèvement de l'élaboration d'indicateurs de référence et saisie des données issues d'au moins trois pays pilotes dans la base de données sur les NMDI ;
- L'intégration d'indicateurs du genre dans les indicateurs nationaux minima sur l'environnement (NMEI) ;
- Le début de la rédaction d'un rapport régional sur l'état de l'environnement, à paraître début 2016 ;
- La tenue d'un atelier régional sur la planification de l'espace maritime ;
- La mise en ligne du Système d'information géographique (SIG) du PROE.

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette Division :

Sefanaia NAWADRA – Directeur de la division Surveillance environnementale gouvernance	
Clark PETERU	Conseiller juridique
Meapelo MAIAI	Conseiller chargé de l'assistance du FEM
Mark GRAHAM	Conseiller en surveillance et notification environnementales
Jope DAVETANIVALU	Conseiller en planification et développement des capacités
Paul ANDERSON	Spécialiste de la surveillance de l'environnementale et des rapports sur l'environnement
Melanie BRADLEY	Spécialiste de la planification environnementale
Ryan Wright	Spécialiste de la planification spatiale
Kilom Ishiguro	(Technicien en données géographiques)
Theresa FRUEAN-AFA	Secrétaire du directeur/Assistante de Division
Vacant	Conseiller en développement durable
Vacant	Chargé du projet BIOPAMA

Composante : EMG1 – CADRES PROPICES

BUT : Renforcer les cadres, politiques et processus nationaux et la mise en œuvre de la gouvernance, y compris les études d'impact sur l'environnement (EIE), la surveillance et les rapports sur l'environnement et les mécanismes institutionnels connexes

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
EMG1 Cadres propices						
EMG1.1 – STRATÉGIE : Renforcer les cadres, politiques et processus nationaux et la mise en œuvre de la gouvernance, y compris les études d'impact sur l'environnement (ÉIE), la surveillance et les rapports sur l'environnement et les mécanismes institutionnels connexes						
E4.1.1 Adoption et utilisation formalisées des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations intégrées de l'environnement en tant qu'importants outils de planification dans tous les pays	4.1.1.1 D'ici 2015, élaboration de modèles océaniques de cadres réglementaires, couvrant les études d'impact, les évaluations intégrées et les évaluations stratégiques de l'environnement.	1. Nombre de modèles de cadres réglementaires (études d'impact, évaluations intégrées et évaluations stratégiques de l'environnement) élaborés.	1. Finaliser la formulation des directives régionales sur les ÉIE et dispenser des formations pilotes et intégrer les enseignements dégagés de ces formations dans les directives régionales en vue de leur adoption par la 26e Conférence du PROE 2. Achever l'élaboration des directives sur les ÉIE relatives aux ressources minérales des grands fonds, en consultation avec la Division SOPAC de la CPS ; 3. Achever la formulation des directives sur les ÉIE relatives au développement du tourisme côtier ;	Sous-total - 270 690		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				133 690	137 000	0
				Source de financement		
			AUXB prog. Soutien	55 310		
			NZXB Convention de Nouméa	5 460	109 720	
			PNUE-CE	20 000	80 200	
	4.1.1.2 D'ici 2015, mise en place chez au moins cinq Membres insulaires de cadres intégrés de politiques et de réglementations favorables inspirés des modèles océaniques.	1. Nombre de Membres ayant mis en place des cadres intégrés de politiques et de réglementations inspirés des modèles océaniques.	Voir 4.1.2.2	Sous-total – 70 291		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
		46 600	23 691	0		
		Source de financement				
			NZXB PNUE-CE	61 900	8 391	
4.1.1.3 D'ici 2015, recensement des besoins régionaux pour veiller à ce que tous les enjeux importants soient examinés. ²	1. Réalisation d'un recensement des besoins					

² Objectif atteint. Activité réalisée dans le cadre du rapport régional de synthèse sur les ANCR et utilisée pour concevoir la phase 2 du projet ACP sur les AME et le formulaire d'identification de projet du FEM.

Priorité 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD																								
EMG1.2 – STRATÉGIE : Stratégie quinquennale de renforcement de la législation environnementale au niveau national, axée sur les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets																												
E4.1.2 Lois promulguées par les Membres pour satisfaire aux obligations majeures découlant des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et aux priorités environnementales nationales	4.1.1.2 D'ici 2015, actualisation et publication des examens nationaux de la législation environnementale réalisés dans les années 1990 ³	1. Nombre de Membres ayant actualisé l'examen de leur législation environnementale.																										
	4.1.2.2 Législation nationale adoptée et fonctionnaires formés pour appliquer les dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement (par ex. application des règlements de la CITES et matériels de sensibilisation).	1. Nombre de Membres dotés d'une législation pour appliquer les dispositions des AME. 2. Nombre de Membres dont des fonctionnaires sont formés à l'application des dispositions des AME	3. Examen régional de la législation concernant l'application des AME – en conjonction le 4.1.1.2. 4. Aider 4 pays à légiférer en vue de la mise en œuvre du Protocole de Nagoya. 5. Fourniture de conseils et d'appui juridique concernant les instruments et processus de mise en œuvre du Protocole de Nagoya dans l'ensemble des 12 ÉTIO participants au projet régional relatif au dit Protocole (financement PNUE-FEM).	<div>Sous-total – 112 028</div> <table><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonctionnement</td><td>Frais d'investissement</td></tr><tr><td>72 448</td><td>39 580</td><td>0</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>prog. Soutien NZXB</td><td>2 548</td><td>82 600</td></tr><tr><td>À identifier</td><td>26 880</td><td></td></tr></table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	72 448	39 580	0	Source de financement			prog. Soutien NZXB	2 548	82 600	À identifier	26 880										
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																									
	72 448	39 580	0																									
	Source de financement																											
	prog. Soutien NZXB	2 548	82 600																									
	À identifier	26 880																										
	4.1.2.3 Les pays océaniques ayant ratifié des AME proposent de nouvelles priorités concernant l'assistance fournie par les Conférences des Parties aux AME et par les donateurs potentiels.	1. Nombre de propositions soumises par des pays océaniques ayant ratifié des AME au sujet de nouvelles priorités en matière d'assistance	1. Mettre en œuvre le projet FEM de renforcement des capacités d'élaboration de projets mondiaux et régionaux sur l'environnement dans le Pacifique. 2. Achever la rédaction du descriptif du projet régional du FEM axé sur le développement des capacités nationales et régionales de mise en œuvre des AME par le renforcement de la planification, de l'évaluation de l'état de l'environnement et l'établissement de rapports par les Îles du Pacifique. 3. Appuyer la planification et la hiérarchisation des priorités nationales en prévision du FEM-6.	<div>Sous-total – 253 747</div> <table><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonctionnement</td><td>Frais d'investissement</td></tr><tr><td>152 478</td><td>101 269</td><td>0</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>AUXB</td><td>159 130</td><td></td></tr><tr><td>AUXC</td><td>30 300</td><td></td></tr><tr><td>prog. Soutien PNUE-CE</td><td>2 548</td><td>25 800</td></tr><tr><td>PNUE</td><td>30 000</td><td></td></tr><tr><td>À identifier</td><td>5 969</td><td></td></tr></table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	152 478	101 269	0	Source de financement			AUXB	159 130		AUXC	30 300		prog. Soutien PNUE-CE	2 548	25 800	PNUE	30 000		À identifier	5 969	
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																									
	152 478	101 269	0																									
Source de financement																												
AUXB	159 130																											
AUXC	30 300																											
prog. Soutien PNUE-CE	2 548	25 800																										
PNUE	30 000																											
À identifier	5 969																											
EMG2																												
EMG2.1 – STRATÉGIE : Intégration																												
Appuyer l'intégration des politiques et initiatives de gouvernance environnementale portant sur le changement climatique, la biodiversité et la gestion durable des écosystèmes, les espèces envahissantes et la gestion des déchets, dans l'ensemble des programmes et des processus nationaux de développement et de planification budgétaire																												
E4.2.1 Participation accrue des secteurs économiques et sociaux, de la recherche nationale et des établissements éducatifs à la planification environnementale.	4.2.1.1 Tous les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs d'au moins cinq ÉTIO participent à la planification environnementale nationale.	1. Nombre de Membres dont les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs participent à la planification environnementale nationale.	Voir 4.1.2.2.																									

³ Objectif atteint. Quatorze examens nationaux des lois sur l'environnement réalisés dans les années 2000 actualisés et publiés.

Priorité 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
	4.2.1.2 D'ici 2015, les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME, les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres cadres internationaux auront été intégrés dans les politiques et stratégies nationales d'au moins cinq Membres.	1. Nombre de Membres qui incluent les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME dans leurs politiques et stratégies nationales.	1. Achever la formulation des stratégies nationales de gestion de l'environnement (SNAGE) formulation pour Vanuatu et Tuvalu. 2. Lancer la rédaction de la SNAGE des Tonga, des Îles Marshall et des Palaos ;	Sous-total - 247 053		
				Frais de personne l	Frais de fonctionne ment	Frais d'investiss ement
				154 208	92 845	0
				Source de financement		
				AUXB prog. Soutien PNUE-CE		184 360 2 548 60 145
	4.2.1.3 Questions touchant à la condition féminine prises en compte dans les activités de planification environnementale	1. Preuves de la prise en compte de la condition féminine prises en compte dans les activités de planification environnementale	1. Intégrer les indicateurs de genre des NMDI dans les NMEI dans le cadre de la cible 4.4.1.1. 2. Tenir compte de la dimension du genre dans la formulation des SNAGE (cible 4.2.1.2).			
EMG3 : Renforcement des capacités						
EMG3.1 – STRATÉGIE : Renforcer les capacités nationales et régionales à appliquer des processus efficaces de surveillance et d'évaluation de l'environnement dans le cadre des études d'impact, des évaluations intégrées et des évaluations stratégiques de l'environnement ainsi que des rapports sur l'état de l'environnement						
E4.3.1 Capacités nationales et régionales (techniques et ressources humaines) renforcées en vue de la surveillance de l'environnement et de la production de rapports réguliers sur l'état de l'environnement.	4.3.1.1 D'ici 2015, formulation et mise à l'essai de lignes directrices et de programmes régionaux normalisés concernant la formation et l'acquisition de compétences techniques en matière de surveillance, d'évaluation et de production de rapports sur l'environnement.	1. Date d'adoption du programme régional de formation à la surveillance environnementale.	1. Directives régionales de suivi élaborées pour des aires protégées dans le cadre du projet BIOPAMA. 2. Mise à l'essai des directives dans 2 ÉTIO, vérification de l'état des aires protégées.	Sous-total – 68 708		
				Frais de personne l	Frais de fonctionne ment	Frais d'investiss ement
				50 408	18 300	0
				Source de financement		
				AUXB prog. Soutien PNUE-CE		55 312 5 096 8 300
	4.3.1.2 D'ici 2015, programme de formation à la surveillance environnementale exécuté et cours de formation des formateurs dispensé chez au moins neuf Membres insulaires.	1. Nombre de Membres ayant mis en place un programme de formation à la surveillance environnementale.	Voir 4.3.1.1			

Priorité 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
	4.3.1.3 D'ici 2015, réseau de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales en place dans le Pacifique.	1. Nombre de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales ayant intégré un réseau	1. Créer un réseau régional de professionnels de l'évaluation et de la planification environnementales, et relier ce dernier à la NZAIA et à d'autres réseaux professionnels d'intérêt. Activité dorénavant menée en parallèle avec les activités 4.1.1.1 et 4.2.1.2 visant le développement de réseaux de professionnels des études d'impact, de la planification et du suivi de la région.			
E.4.3.2 Capacités nationales de mise en œuvre des cadres directeurs et de la législation renforcées	4.3.2.1 D'ici 2015, évaluation des capacités requises et adoption de mesures pour combler les déficits recensés.	1. Nombre d'activités régionales mises en œuvre pour combler les déficits de capacités.	1. L'ensemble des activités de surveillance environnementale et de gouvernance menées au titre du projet ACP sur les AME vise à combler les déficits de capacités constatés.			
EMG4. Suivi et établissement de rapports						
EMG4.1 – STRATÉGIE : Élaborer des indicateurs nationaux et régionaux prioritaires sur l'environnement et un programme approprié de rapports sur l'état de l'environnement						
E4.4.1 Systèmes normalisés de rapports régionaux et nationaux sur l'état de l'environnement élaborés et largement utilisés pour établir des niveaux de référence et mesurer les évolutions	4.4.1.1 D'ici 2015, mise en place d'un cadre pour réaliser des évaluations et des rapports régionaux réguliers sur l'état de l'environnement et pour adopter des dispositions en matière d'accès aux données et de partage des données	1. Date de mise en place d'un cadre régional sur l'état de l'environnement.	1. Élaboration d'un modèle de rapport régional sur l'état de l'environnement achevée. 2. Élaborer un modèle de mécanisme de partage des données. 3. L'achèvement des rapports sur l'état de l'environnement des Îles Cook et de Vanuatu ; 4. Le lancement de l'élaboration des rapports sur l'état de l'environnement aux Îles Marshall et à Nauru ; 5. Achèvement de l'élaboration d'indicateurs de référence et saisie des données issues d'au moins trois pays pilotes dans la base de données sur les NMDI ; 6. Le début de la rédaction d'un rapport régional sur l'état de l'environnement, à paraître début 2016 ; 7. Tenue d'un atelier régional sur la planification de l'espace maritime. 8. Publier des rapports techniques sur l'aménagement de l'espace maritime comprenant des recommandations stratégiques et des conclusions factuelles. 9. Système d'information géographique (SIG) du PROE mis en ligne.	Sous-total – 699 332		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				404 298	291 534	3 500
				Source de financement		
				AUXB	137 678	
UE	255 150					
Donateurs multi.	129 144					
PNUE-CE	177 360					
	4.4.1.2 Niveaux de référence des principaux indicateurs régionaux sur l'environnement établis, y compris les grands indicateurs sur le changement climatique, la biodiversité ainsi que les déchets et la pollution, surveillance régulière effectuée et rapport sur l'état de la biodiversité régionale produit en 2015.	1. Date d'adoption des niveaux de référence des principaux indicateurs environnementaux.	Voir 4.1.4.1.			
4.4.1.3 D'ici 2015, diffusion d'un premier rapport sur l'état de l'environnement de la région.		1. Nombre de Membres ayant contribué à l'établissement des indicateurs sur l'état de l'environnement.	Voir 4.1.4.1.			
		2. État d'avancement du rapport régional sur l'état de l'environnement	Voir 4.1.4.1.			

Priorité 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2015

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD
	4.4.1.4 D'ici 2015, mise en place de bases de données nationales et régionales aux fins d'inventaire et de surveillance de l'environnement.	1. État de la mise en place des systèmes d'inventaire nationaux et régionaux.	Voir 4.1.4.1.	
	4.4.1.5 D'ici 2015, mise en place de procédures de gestion des données et des informations et de préparation des rapports.	1. Nombre de Membres ayant mis en place des procédures de gestion des données.	Voir 4.1.4.1.	
	4.4.1.6 D'ici 2015, production par au moins cinq Membres insulaires de leurs rapports nationaux sur l'état de l'environnement.	1. Nombre de Membres ayant produit leurs rapports sur l'état de l'environnement.	Voir 4.1.4.1.	

TOTAL PRIORITÉ 4	Frais de personnel	1 014 130 USD
	Frais de fonctionnement	704 219 USD
	Frais d'investissement	3 500 USD
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>1 721 849 USD</u>

Priorité 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE

2015

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (USD)	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	499 890
	UE	102 800
	Donateurs multiples	94 760
	Soutien aux prog.	18 200
	NZXB	202 220
	PNUE-CE	96 260
Frais de fonctionnement :	XB Aus.	91 900
	AUXX	30 300
	UE	152 350
	Donateurs multiples	30 884
	NZXB	52 000
	Convention de	20 000
	Nouméa	263 936
	PNUE-CE	30 000
	PNUE	32 849
Frais d'investissement :	À identifier	3 500
	Donateurs multiples	
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	1 689 000	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	32 849	

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 5 : SERVICES GÉNÉRAUX

BUT : Veiller au bon fonctionnement du Secrétariat et à la prestation efficace de services à tous les Membres

Contexte stratégique

La direction et les services généraux ont pour mission de veiller à ce que le PROE continue d'être une organisation efficace et performante, propre à répondre aux priorités des Membres formulées dans son Plan stratégique 2011-2015, grâce à la prestation des services d'appui suivants : finances, ressources humaines et administration, technologies de l'information, communication et sensibilisation, publications, éducation et information.

Cet appui vise notamment les domaines prioritaires suivants : changement climatique, biodiversité et gestion écosystémique, gestion des déchets et lutte contre la pollution, surveillance environnementale et gouvernance.

Les nouveaux systèmes institutionnels et les nouvelles politiques découlant du processus de gestion du changement mené ces trois dernières années font dorénavant partie intégrante du Secrétariat.

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de la direction générale et des services généraux :

Nom Poste

David SHEPPARD	Directeur général
Kosi LATU	Directeur général adjoint
Rosanna GALUVAO AH-CHING	Assistante personnelle du Directeur général
Apiseta ETI	Assistante personnelle du Directeur général adjoint
Audrey Brown-Pereira	Responsable administrative
Selesitina MENI-RETI	Auditrice interne
Moriana PHILLIP	Expert technique du PROE (secteur de l'eau) — République des Îles Marshall
<i>En cours de recrutement</i>	Expert technique du PROE (gestion des déchets solides) — États fédérés de Micronésie
<i>Non financé</i>	Planificateur stratégique/Attaché de liaison avec les donateurs
Scott WILSON	Conseiller en suivi-évaluation

Christian SLAVEN	Directeur des technologies de l'information
Epeli TAGI	Ingénieur chargé des réseaux et du soutien informatiques
Billy CHAN TING	Spécialiste du développement d'applications web
Ainsof SO'O	Développeur analyste système
Seema DEO	Conseillère en communication et sensibilisation
Nanette WOONTON	Attachée de relations publiques
Amber CARVAN	Chargée des publications
Miraneta WILLIAMS-HAZELMAN	Directrice du Centre d'information et de documentation
Angelica SALELE	Chargée de l'information
Lupe SILULU	Responsable des dossiers et des archives
<i>Vacant</i>	Assistant chargé des dossiers et archives
Alofa TU'UUAU	Conseillère financière et administrative
Makereta KAURASI-MANUELI	Comptable
Honsol CHAN TUNGI	Comptable de projet
Maraea SLADE-POGI	Chargée de la comptabilité et de l'administration
Asenati TUILETUFUGA	Chargé des conférences et des voyages
Leilani CHAN TUNG	Chargée des finances
Rachel LEVI	Chargée des finances
Penina MATATUMUA	Chargée des finances
Sabrina REUPENA	Chargée des finances
Reuben TAMANIKAIYAROI	Chargé des finances
Elama TOFILAU	Chargé des finances
Lawrence WARNER	Responsable des biens immobiliers
Faamanatu SITITI	Chauffeur/commis
Tologauvale LEAULA	Préposée au nettoyage et au thé
Amosa TO'OTO'O	Préposé au nettoyage et au thé
Tagiilima ENELE	Jardinier
Simeamativa LEOTA-VAAI	Conseillère en ressources humaines
Luana CHAN	Chargée des ressources humaines
Christine PURCELL	Administratrice adjointe des ressources humaines
Jolynn FEPULEAI	Administratrice adjointe des ressources humaines
Monica TUPAI	Assistante des Services généraux

Composante 5 : SERVICES GÉNÉRAUX

But : Tous les services transversaux fournis par le Secrétariat sont alignés sur les buts des 4 domaines prioritaires du Plan stratégique

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
Volet : 5.1 – Direction générale						
CS1.1 – Stratégie : Appuyer les Membres grâce à la prestation efficace de services						
C5.1.1 Diriger efficacement le Secrétariat et le doter des ressources financières et humaines suffisantes pour réaliser les priorités stratégiques du Plan 2011-2015.	5.1.1.1 Évaluer l'efficacité de la prestation des services généraux pour veiller à ce que le Secrétariat puisse réaliser les priorités du Plan stratégique 2011-2015.	<ul style="list-style-type: none">Secrétariat disposant des ressources et du soutien nécessaires à la réalisation des priorités stratégiques du Plan 2011-2015.	<ol style="list-style-type: none">Renforcement des capacités des Services généraux en rapport avec la croissance du Secrétariat (finances, RH, TIC, communication, CID, suivi-évaluation).Mise en œuvre du plan d'audit de 2015 et conseils et assistance techniques sur les contrôles internes et la gestion des risques.	Sous-total – 1 567 649		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				957 450	605 199	5 000
				Source de financement		
					AUXB Budget de base	555 329 1 012 320
	5.1.2.1 Veiller à la planification et à l'organisation efficaces de la Conférence du PROE et des autres réunions de haut niveau dont le PROE est responsable.	<ul style="list-style-type: none">Conférence annuelle du PROE organisée de manière professionnelle, en offrant à tous les Membres la possibilité d'y participer.	<ol style="list-style-type: none">Documents de la 26e Conférence du PROE distribués aux Membres.Rapport de la Conférence publié sous format papier et électronique, en anglais et en français, et distribué à tous les Membres avant la fin de l'année.Rapport annuel pour 2014 publié dans une présentation de haute qualité et diffusé aux Membres avant la 26e Conférence du PROE.			
	5.1.3.1 Veiller à la consultation efficace et régulière des Membres.	<ul style="list-style-type: none">Les Membres sont consultés et informés des décisions importantes.	<ol style="list-style-type: none">Tous les Membres reçoivent la visite de la Direction dans le cadre de consultations approfondies ainsi que des mises à jour régulières et le Président est tenu informé des grands dossiers.Compte rendu de l'analyse coûts-avantages sur la présence sous-régionale du PROE.Consultations des membres concernant l'élaboration du nouveau Plan stratégique du PROE pour 2016 et au-delà tenant compte des recommandations de l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2011-2015.Présentation aux membres d'une mise à jour concernant les mesures prises en réponse aux recommandations de la 2e évaluation indépendante de l'Organisation et de l'évaluation effectuée au titre du 7e pilier de l'UE.			

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
	5.1.4.1 Veiller à ce que l'audit interne soit effectivement au service du Comité d'audit et effectue ses audits annuels comme prévu par le plan d'audit annuel.	<ul style="list-style-type: none"> La Direction du Secrétariat bénéficie de conseils professionnels afin d'améliorer son efficacité en matière de gestion des risques, de contrôle interne et de gouvernance. Les réunions du Comité d'audit se tiennent comme prévu et l'ensemble des informations est diffusé en temps voulu. Toute allégation de fraude fait l'objet d'une investigation et des mesures prévues par la politique de lutte contre la fraude. Réalisation du plan de travail d'audit à au moins 85-90 %. 	<ol style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre du plan d'audit pour 2015. Assurer le service du comité d'audit en organisant au moins 2 réunions du comité pendant l'année et en rendant compte de ses activités au Secrétariat. Fournir conseils et assistance techniques à la Direction en matière de contrôles internes et de gestion des risques. Assurer le suivi et l'application de la politique de lutte contre la fraude. 			
Volet : 5.2 – Information et communication Sous-volet : 5.2.1 – Technologies de l'information et télécommunications						
2.1a Fournir des systèmes d'information et de communication fiables et conviviaux.	5.2.1.1 Gestion des bases de données de l'Organisation et de ses programmes.	<ul style="list-style-type: none"> Bases de données de l'Organisation disponibles aux utilisateurs, régulièrement mises à jour sur une plate-forme technique appropriée et stable. 	<ol style="list-style-type: none"> Améliore le site web et l'intranet du PROE. Reprendre la conception des programmes informatiques développés au sein du PROE et en fin de vie. Fournir conseils et assistance techniques pour la mise en service des programmes de gestion des ressources humaines, notamment <i>Employee Connect</i>. Conseils et soutien concernant le système de gestion financière <i>TechOne</i>. Développer le système d'information pour la gestion de projets. Fournir des conseils et un appui aux projets régionaux. Mettre à niveau <i>MS Exchange Server</i>. 	Sous-total – 1 141 900		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				867 700	252 200	22 000
				Source de financement		
				AUXB	390 060	
	5.2.1.2 Assistance sur les TIC fournie au Secrétariat.	<ul style="list-style-type: none"> TIC à disposition des agents du PROE et gérées sur une plate-forme technique stable. Agents du PROE informés des interruptions de service informatique, programmées afin de perturber le moins possible les activités du Secrétariat. 	<ol style="list-style-type: none"> Installer un serveur interne et un serveur <i>Owncloud</i>. Augmenter la capacité de stockage du réseau. Mettre à niveau le matériel pare-feu. Mettre à niveau le standard téléphonique et le programme de gestion et de comptabilisation des appels. Former les gens les agents à l'utilisation des outils informatiques et des applications logicielles courantes. Assurer le soutien informatique à la Conférence du PROE. Fournir conseils et appui techniques sur les sites et portails des projets. 	Budget de base	357 660	
				prog. Soutien	210 380	
				NZXB	139 800	
				PACMAS	44 000	
	5.2.1.3 Élaboration et mise à jour d'un processus de gestion des risques relatifs aux TIC.	<ul style="list-style-type: none"> Processus de gestion des risques relatifs aux TIC élaborés et déployés pour permettre la restauration de données à jour dans les délais les plus brefs en cas de sinistre informatique. 	<ol style="list-style-type: none"> Réviser et tester les plans antisinistres du PROE. Réviser et mettre en œuvre les règles et procédures sur les TIC Suivre et maintenir les accords sur les niveaux de service et les relations avec les partenaires commerciaux. 			

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD
Volet : 5.2 – Information et communication Sous-volet : 5.2.2 – Unité de documentation et d'information				
CS2.2a Fournir des systèmes d'information et de communication fiables et conviviaux.	5.2.2.1 Système d'archivage développé et tenu à jour.	<ul style="list-style-type: none"> Système d'archivage permettant un accès rapide aux données élaboré et déployé. 	<ol style="list-style-type: none"> Numériser les documents administratifs du PROE et les documents concernant les programmes. Numériser et cataloguer les lettres d'accord, les protocoles et lettres d'entente, et les conserver dans la base de données des archives. Base de données des dossiers archivés accessible par tous les agents sur le portail ou sur l'intranet du PROE. 	
	5.2.2.2 Maintien et amélioration de l'accès aux services bibliothécaires.	<ul style="list-style-type: none"> Réponses aux demandes de service de recherche et de documentation données dans les délais prescrits. 	<ol style="list-style-type: none"> Fournir des services de recherche et de documentation au personnel du PROE et aux parties intéressées de la région. Développer la base de données et l'infrastructure Internet de la bibliothèque du PROE pour maximiser l'accès aux matériels d'information sur l'environnement. 	
		<ul style="list-style-type: none"> Bases de données bibliographiques actualisées et accessibles. Documents pertinents recensés, catalogués et saisis dans la base de données de la bibliothèque et disponibles sous un format exploitable. Accès accru aux publications, matériels promotionnels et informations sur l'Organisation sur support papier et électronique. Collection étendue et actualisée sur les principaux sujets environnementaux concernant le Pacifique de sorte à répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région. 	<ol style="list-style-type: none"> Affiner le système d'accès à l'information par le biais des bibliothèques virtuelles du PEIN. Acquérir des supports d'information sous forme imprimée et électronique pour répondre aux besoins des utilisateurs des parties prenantes du PROE. Élaborer des stratégies, directives et autres ressources de marketing. Diffuser les publications du PROE aux Membres, aux parties prenantes et aux bibliothèques sur des supports appropriés et dans les délais impartis. 	
	5.2.2.3 Systèmes de gestion des dossiers à jour et services fournis.	<ul style="list-style-type: none"> Systèmes de gestion des dossiers en place et régulièrement examinés et actualisés conformément aux meilleures pratiques actuelles. Services de courrier et d'archivage fournis 	<ol style="list-style-type: none"> Documents numérisés et sauvegarder dans le système de fichiers de courrier électronique <i>Outlook</i> pour un accès efficace des agents du Secrétariat. Fournir des services de gestion des dossiers fiables au Secrétariat en temps opportun. 	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD
Volet : 5.2 – Information et communication Sous-volet : 5.2.3 – Communication, publications et éducation				
5.2.3a Capacités nationales de communication et d'éducation renforcées et appuyées.	5.2.3.1 Programmes nationaux d'éducation et de communication sur l'environnement renforcés pour promouvoir les changements de comportements à tous les niveaux.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays dotés de stratégies de communication. Nombre de publications et de supports de sensibilisation et d'éducation disponibles et accessibles aux Membres par le biais du PROE. Activités d'éducation et de sensibilisation à l'environnement menées par le PROE de manière cohérente et coordonnée en privilégiant l'application des principes de l'EDD. 	<ol style="list-style-type: none"> Évaluer l'approche de l'éducation à l'environnement dans au moins 2 pays et assurer le suivi avec les correspondants. Créer un système permettant de mettre les matériels éducatifs destinés aux enseignants à la disposition de ces derniers sur le portail sur le changement climatique (par le biais du groupe de travail de la PCCR sur la gestion des connaissances). Élaborer et promouvoir un livre d'histoire pour enfants pour leur inculquer la valeur de la conservation de la nature. Élaborer un programme général d'éducation à l'environnement fondé sur des travaux précédents à l'intention des enseignants océaniques (voir 5.2.3.2). 	
	5.2.3.2 Questions techniques et scientifiques dûment communiquées à tous les niveaux, des activités communautaires à l'élaboration de politiques.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de matériels de communication scientifique produits et distribués. Niveau de compréhension à l'échelon régional des principales thématiques environnementales. 	<ol style="list-style-type: none"> Dans le droit fil des programmes d'éducation environnementale, colliger et partager les informations scientifiques disponibles sur les grands enjeux environnementaux, notamment le changement climatique. Intégrer au moins une approche novatrice de la communication sur les sujets scientifiques, en mettant à profit enseignements tirés d'autres initiatives et projets. 	
	5.2.3.3 Participation accrue de la jeunesse et des jeunes cadres aux actions et aux décisions portant sur l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> Initiative PEEL (Futurs leaders océaniques de l'environnement) en place Nombre d'activités élaborées dans le cadre du réseau Système d'encadrement mis en place pour aider les bénéficiaires du réseau PEEL. 	<ol style="list-style-type: none"> Poursuivre le soutien de l'initiative PEEL et du réseau PYEN par la recherche de financement. Développer des synergies et exploiter les possibilités de mise en relation des 2 réseaux. Soutenir et modérer les discussions du PEEL. Développer des liens entre le PEEL et au moins trois programmes nationaux (ou régionaux) d'encadrement. 	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD
	5.2.3.4 Couverture renforcée des thématiques et manifestations environnementales nationales, régionales et internationales.	<ul style="list-style-type: none"> • Production de documents dans le but d'aider les médias océaniques à diffuser des informations factuelles. • Formation proposée aux médias océaniques pour renforcer la couverture des thématiques environnementales. • Bulletins d'information distribués sur les activités et manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnement. • Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux. • Élaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniques lors de certaines réunions régionales et internationales. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Formation des journalistes des salles de rédaction dans le cadre du Programme d'assistance aux médias océaniques (PACMAS) achevé d'ici avril 2015. 2. Atelier régional à l'intention des médias en partenariat avec le FINPAC ; comprendra également la couverture de la réunion du Conseil météorologique du Pacifique aux Tonga. 3. Couverture médiatique de la 21e CdP à la CCNUCC. 4. Appui aux relations avec les médias et à la communication fournie aux dénégations océaniques assistant à la 21e CdP à la CCNUCC par le biais de la campagne de communication <i>Pacific Voyage</i>. 5. Formation aux relations avec les médias et à la communication fournie aux dénégations océaniques assistant à la 21e CdP à la CCNUCC. 6. Formation aux relations avec les médias et élaboration d'un plan médiatique pour les services météorologiques d'au moins 4 pays océaniques dans le cadre du projet FINPAC. 	
	5.2.3.5 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays membres grâce aux médias.	<ul style="list-style-type: none"> • Publications du PROE produites et distribuées conformément à la Stratégie intégrée de communication et aux Directives sur les publications du PROE. • Personnel du PROE mieux équipé pour développer des relations avec les médias afin de sensibiliser le public. • Matériels de relations publiques du PROE produits et diffusés. • Au moins une activité/manifestation médiatique accueillie par le PROE au niveau régional ou national pour attirer l'attention sur le PROE et son travail. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Deux stages de formation aux relations avec les médias dispensés en interne aux agents PROE. 2. Une manifestation parallèle et un stand d'un Pays membre organisés lors de la conférence internationale de la Convention de Ramsar sur les zones humides et de la 21e CdP à la CCNUCC. 3. Mise à jour d'au moins un article par jour sur le site et sur la page Facebook du PROE, suivi de diffusion sur les listes de diffusion aux médias et à d'autres parties, dont des représentants des médias de tous les Membres océaniques. 4. Poursuite de la production d'un sujet spécifique consacré au PROE et à sa mission pour l'émission <i>Pacific Beat</i> de <i>Radio Australia</i>. 5. Poursuite de la publication de l'article mensuel du PROE dans le magazine international <i>Islands Business</i>. 	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD
	5.2.3.6 Capacité médiatique du Pacifique renforcée pour aborder les thématiques environnementales et améliorer leur compréhension.	<ul style="list-style-type: none"> Production de documents dans le but d'aider les médias océaniques à diffuser des informations factuelles. Formation proposée aux médias océaniques pour renforcer la couverture des thématiques environnementales. 	Voir 5.2.3.4.	
	5.2.3.7 Soutien fourni aux Membres du PROE concernant les relations publiques et les volets de leurs stratégies nationales de communication portant sur les médias.	<ul style="list-style-type: none"> Production de matériels à l'intention des Membres pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux. Prise en compte des médias dans les comités nationaux d'étude et de planification des projets environnementaux. Nombre de stratégies nationales de communication tenant compte des relations publiques et des médias. Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux. 	<ol style="list-style-type: none"> Élaborer des documents sur les études de cas et les enseignements acquis et les diffuser dans le cadre de la composante Médias du FINPAC et du Plan médiatique de résilience au climat et aux catastrophes (BCDRP). Dans le cadre du projet BCDRP, élaboration de procédures opérationnelles normalisées pour les organismes de radiodiffusion, les DMO et les services météorologiques. Élaboration de guides à l'intention des médias pour au moins 4 services météorologiques dans le cadre du projet FINPAC. Formation aux relations avec les médias et aux communications dispensée aux délégués du Pacifique dans le cadre des préparatifs de la 21e CdP à la CCNUCC. 	
	5.2.3.8 Soutien fourni au PROE et aux Membres dans le cadre des activités de communication et de la couverture médiatique des manifestations régionales et internationales.	<ul style="list-style-type: none"> Bulletins d'information distribués sur les activités et manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnement. Élaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniques lors de certaines réunions régionales et internationales. 	1. Voir 5.2.3.4.	
	5.2.3.9 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays membres aux échelons régional et international.	<ul style="list-style-type: none"> Matériels de relations publiques produits conformément aux directives du PROE relatives à la visibilité et à l'image de l'organisation dans le cadre de la Stratégie de communication intégrée du PROE. Site web du PROE contenant des informations actualisées et pertinentes, soumises à un contrôle qualité conformément à la Stratégie de communication intégrée du PROE. 	<ol style="list-style-type: none"> Brochure, rapport annuel du PROE, etc. distribués par ses agents lors de leurs missions dans les pays. Les agents du PROE sont encouragés à accorder des interviews aux médias, et à faire du travail de sensibilisation au sujet du PROE en présentant des exposés et en exploitant les réseaux dans les pays. Examiner et actualiser la stratégie de communication du PROE. Mettre à jour le site et la page Facebook du PROE avec des informations concernant l'action de l'Organisation dans les pays au moins une fois par semaine. Augmentation d'au moins 20 % du nombre de messages publiés sur Twitter et du nombre d'abonnés. 	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD									
	5.2.3.10 Préparation et diffusion de publications et de matériels sur les thématiques abordées et les travaux réalisés par le PROE.	<ul style="list-style-type: none">Publications du PROE produites et distribuées conformément à la Stratégie intégrée de communication et aux Directives sur les publications du PROE.	<ol style="list-style-type: none">Produire et continuellement améliorer le bulletin SPREP-TOK selon le calendrier convenu.Produire le rapport annuel du PROE selon le calendrier convenu.Continuer à prodiguer des conseils et produire d'autres supports de communication (sur papier et en ligne) pour promouvoir l'action du PROE.Prendre des mesures de rationalisation du nombre de publications devant être imprimées. Explorer de nouvelles options telles que la communication avec iPub.Élaborer une nouvelle gamme de supports de communication de qualité professionnelle et conformes à l'identité (la marque) du PROE, y compris des cartes de correspondance et des classeurs.										
Volet : 5.3 – Finances et administration													
C5.3.1 C5.3.1 Fournir des informations et des rapports transparents, fiables et opportuns.	5.3.1.1 États financiers fiables présentés en temps voulu à la Conférence du PROE.	<ul style="list-style-type: none">États financiers annuels approuvés sans réserve par les commissaires aux comptes.	1. Préparer, en temps voulu, des états financiers exacts et conformes à la norme IFRS et faciliter les audits afin d'obtenir l'approbation sans réserve des commissaires aux comptes.	<table><tr><th colspan="3">Sous-total – 1 097 314</th></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonctionnement</td><td>Frais d'investissement</td></tr><tr><td>618 640</td><td>475 674</td><td>3 000</td></tr></table>	Sous-total – 1 097 314			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	618 640	475 674	3 000
	Sous-total – 1 097 314												
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement										
	618 640	475 674	3 000										
	5.3.1.2 Présentation en temps voulu de rapports financiers fiables aux donateurs	<ul style="list-style-type: none">Exigences des donateurs respectées en matière de rapports financiers.	<ol style="list-style-type: none">Fournir en temps voulu les rapports financiers aux donateurs conformément aux meilleures pratiquesFaciliter l'audit des rapports financiers de projet exigés par les donateurs.	<table><tr><th colspan="2">Source de financement</th></tr><tr><td>Budget de base prog. Soutien Chine</td><td>532 864 414 450 150 000</td></tr></table>	Source de financement		Budget de base prog. Soutien Chine	532 864 414 450 150 000					
	Source de financement												
Budget de base prog. Soutien Chine	532 864 414 450 150 000												
5.3.1.3 Présentation de rapports de gestion financière à la Direction et aux programmes.	<ul style="list-style-type: none">Services administratifs et programmes du PROE ayant accès à des informations financières propices au bon fonctionnement du Secrétariat.	<ol style="list-style-type: none">Fournir les rapports hebdomadaires et mensuels (financiers, budgétaires et sur les projets) requis par la Direction et les agents.Fournir des services financiers professionnels et des conseils pertinents aux agents.Assurer le suivi des rapports budgétaires mensuels et fournir des conseils avisés aux agents.											
5.3.1.4 Processus de gestion intégrée des risques financiers mis en œuvre.	<ul style="list-style-type: none">Facteurs de risques financiers régulièrement évalués et mesures d'atténuation des risques élaborées et régulièrement mises à jour.	<ol style="list-style-type: none">Dispenser une formation continue des agents au nouveau système de gestion des informations financières.Mettre en œuvre les améliorations formulées dans les recommandations approuvées des auditeurs internes et des commissaires aux comptes externes.Examiner et améliorer les politiques et procédures applicables aux opérations financières, d'approvisionnement et de voyage.Évaluer et réviser les procédures et risques financiers et apporter les améliorations nécessaires pour minimiser les risques.Gérer l'investissement des fonds excédentaires du PROE.											
5.3.1.5 Gestion et administration des biens	<ul style="list-style-type: none">Plans et systèmes de gestion durable des infrastructures et des biens en place et régulièrement évalués et actualisés.	<ol style="list-style-type: none">Mettre à jour les systèmes, politiques et procédures pertinents de gestion et d'administration des biens.Veiller à ce que tous les biens soient dûment entretenus, assurés et protégés.Fournir des services d'appui administratif à l'ensemble du personnel et des locataires et procéder à leur examen si nécessaire.											

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2015	Prévisions budgétaires USD		
Volet : 5.4 – Gestion des ressources humaines						
C5.4.1 C5.4.1 Conseils, politiques et procédures fournis de manière efficace et en temps utile en vue de la gestion et de l'administration des ressources humaines	5.4.1.1 Conseils et planification stratégiques en matière de gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none">Conseils stratégiques fournis en matière de gestion et d'administration des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none">Fournir des conseils réguliers, pertinents et pratiques à la direction générale sur les questions stratégiques de gestion des ressources humaines conformément aux meilleures pratiques en vigueur au niveau international.	Sous-total – 377 210		
	5.4.2.1 Règlement du personnel et politiques et procédures de gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none">Règlement du personnel révisé et régulièrement mis à jour.Politiques de gestion des ressources humaines en place et régulièrement examinées et actualisées conformément aux meilleures pratiques actuelles.<ul style="list-style-type: none">a. Recrutement et sélectionb. Rémunérationc. Fidélisationd. Initiatione. Conditions d'emploif. Hygiène et sécurité du travailg. Relations de travailAnalyse et évaluation des postes réalisées pour refléter la structure de l'Organisation.	<ol style="list-style-type: none">Veiller au respect du règlement du personnel, attirer l'attention sur les écarts et s'assurer qu'il continue d'être adapté aux réalités de l'organisation.Réviser et actualiser les politiques et procédures de gestion des ressources humaines et élaborer les politiques nécessaires pour refléter les meilleures pratiques actuelles.Participer aux activités du groupe de travail du CORP sur l'harmonisation, notamment à son plan de travail.Mise en œuvre du module RH du projet de système de gestion des informations des ressources humaines.Poursuivre l'examen et la mise à jour des descriptifs de fonction et des évaluations pour qu'ils reflètent la structure de l'Organisation et les fonctions associées, ainsi que la valeur des postes.Continuer de recenser les domaines de développement des ressources humaines et veiller au recrutement et à la fidélisation d'agents qualifiés.	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				252 710	118 500	6 000
				Source de financement		
				Budget de base prog. Soutien		266 960 110 250
	5.4.3.1 Système d'amélioration des résultats personnels, formation et perfectionnement.	<ul style="list-style-type: none">Système d'amélioration des résultats personnels appliqué dans l'ensemble de l'Organisation, en établissant des liens avec la rémunération.Plans de formation et de perfectionnement pris en compte.	<ol style="list-style-type: none">Évaluer le nouveau Système d'amélioration des résultats personnels et recenser les domaines pouvant être améliorés.Recenser les possibilités de formation et de perfectionnement conformément aux plans associés dans l'optique du perfectionnement professionnel et du renforcement des capacités.			

TOTAL PRIORITÉ 5	Frais de personnel	2 696 500 USD
	Frais de fonctionnement	1 451 573 USD
	Frais d'investissement	36 000 USD
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>4 184 073 USD</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES USD	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	667 690
	Budget de base	1 175 930
	Soutien aux prog.	735 080
	NZXB	117 800
Frais de fonctionnement :	AUXB	275 699
	CHINE	150 000
	Budget de base	963 374
	NZXB	18 500
	PACMAS	44 000
Frais d'investissement :	AUXB	2 000
	Budget de base	30 500
	NZXB	3 500
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	4 184 073	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	0	

ANALYSE BUDGETAIRE DETAILLEE POUR 2015 - Par cible
CHANGEMENT CLIMATIQUE

	1.1.1.1	1.1.1.2	1.1.2.1	1.1.3.1	1.2.1.1	1.2.1.2	1.2.1.3	1.2.1.4	1.2.2.1	1.2.3.1	1.2.3.2	1.3.1.1	1.3.2.1	1.3.3.1	1.3.4.1	2014
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	BUDGET PREVISIONNEL
I. FRAIS DE PERSONNEL																
Directeur - Changement climatique	11,567	11,567	11,567	11,567	11,567	11,567	11,567	11,567	11,567	11,567	9,914	9,914	9,914	9,914	9,914	165,240
Conseiller en changement climatique	12,995	6,498	25,990	25,990	6,498	6,498	-	-	6,498	12,995	12,995	6,498	6,498	-	-	129,950
Conseiller en adaptation au changement climatique	20,586	10,293	30,879	10,293	10,293	-	-	-	10,293	10,293	-	-	-	-	-	102,930
Spécialiste en météorologie et climatologie	-	-	-	-	18,744	-	37,488	37,488	-	-	-	-	-	-	-	93,720
Spécialiste de la gestion des connaissances	-	-	-	-	-	103,100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	103,100
Responsable technique et de la planification - PACC	-	-	-	-	36,712	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	36,712
Chargé des opérations et des finances (PACC)	-	-	-	-	30,948	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30,948
Coordinateur du PI-GOOS	-	-	-	-	-	-	68,576	17,144	-	-	-	-	-	-	-	85,720
Conseiller en coordination sur le changement climatique	-	-	42,576	-	-	42,576	-	-	-	21,288	-	-	-	-	-	106,440
Responsable du FINPAC	-	-	-	-	21,118	21,118	21,118	21,118	21,118	-	-	-	-	-	-	105,590
Chargé de communication sur le changement climatique	20,885	-	-	-	20,885	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41,770
Agent technique sur le changement climatique	52,675	-	-	-	22,575	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	75,250
Coordinateur des services de prévision climatique	-	-	-	-	94,760	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	94,760
Assistant technique sur le changement climatique	-	742	742	-	742	12,606	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14,832
Assistant de division/programme	1,665	-	1,665	1,665	1,665	1,480	-	1,480	1,480	-	1,480	1,480	1,480	1,480	1,480	18,500
120,373	29,100	113,419	49,515	276,505	198,944	138,749	88,797	50,955	56,143	24,389	17,892	17,892	11,394	11,394	11,394	1,205,461
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT																
Dépenses d'administration	81,354	6,128	72,441	855	41,349	39,712	61,295	38,017	9,187	15,418	430	-	-	-	-	366,186
Frais généraux	35,875	10,900	16,300	550	142,543	10,250	10,070	40,634	1,100	6,100	300	-	-	-	-	274,622
Consultants	280,352	35,000	280,352	-	49,400	88,635	54,098	12,000	26,097	15,000	-	-	-	-	-	840,934
Réunions/Conférences	60,000	3,580	88,307	-	42,492	41,434	40,744	13,014	8,200	37,701	4,000	-	-	-	-	339,472
Formation - ÉTIO	62,000	-	52,000	-	152,078	166,143	303,403	43,347	40,876	71,429	-	-	-	-	-	891,276
Détachements - ÉTIO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	35,000	45,000	256,000	8,000	39,600	26,307	30,000	85,900	2,200	2,200	-	-	-	-	-	530,207
Manifestations spéciales	-	-	-	-	5,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,000
Financements de projets versés directement aux pays	122,000	-	-	-	30,000	-	74,719	-	-	-	-	-	-	-	-	226,719
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	676,581	100,608	765,400	9,405	502,463	372,481	574,329	232,912	87,660	147,848	4,730	-	-	-	-	3,474,418
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT																
Dépenses d'investissement	7,000	-	-	-	7,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14,000
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	7,000	-	-	-	7,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14,000
TOTAL GÉNÉRAL	803,954	129,708	878,819	58,920	785,968	571,425	713,078	321,708	138,615	203,990	29,119	17,892	17,892	11,394	11,394	4,693,879

Targets

- 1.1.1.1 Intégration de l'adaptation au changement climatique, y compris des approches écosystémiques, et de la réduction des risques dans les stratégies de développement durable
- 1.1.1.2 Les enseignements des efforts d'adaptation, y compris ceux déployés dans le cadre du PACC, documentés dans au moins cinq pays participant à ce projet
- 1.1.2 D'ici 2015, tous les projets d'adaptation seront conformes aux objectifs régionaux approuvés
- 1.1.3.1 D'ici 2015, les ressources consacrées à l'adaptation auront sensiblement augmenté ; augmentation des fonds décaissés et du nombre de projets mis en œuvre
- 1.2.1.1 Au moins 10 Membres ont renforcé leur capacité institutionnelle et pourront utiliser les informations sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophes lors de l'élaboration de politiques
- 1.2.1.2 D'ici 2011, élaboration d'un portail sur le changement climatique et exécution d'au moins cinq programmes de sensibilisation et stratégies de communication
- 1.2.1.3 Mise en œuvre de toutes les recommandations de l'examen des services météorologiques régionaux
- 1.2.1.4 Au moins 14 services météorologiques nationaux ont amélioré l'accès aux outils et aux connaissances scientifiques appliquées sur les moteurs du climat océanique et les prévisions en la matière et se seront dotés de bases de données nationales sur le clima
- 1.2.2.1 Participation et prise de décision éclairées pour répondre aux impacts du changement climatique
- 1.2.3.1 D'ici 2015, participation efficace de tous les pays insulaires océaniques aux principales négociations internationales sur le changement climatique
- 1.2.3.2 Nombre accru de contributions de la région au cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
- 1.3.1.1 Développement des capacités des ressources humaines, renforcement institutionnel et formation à l'environnement appuyés
- 1.3.2.1 D'ici 2015, les technologies à haut rendement énergétique seront largement utilisées dans la région
- 1.3.3.1 D'ici 2015, tous les Membres disposeront d'inventaires précis de leurs émissions et d'évaluations de leurs besoins techniques
- 1.3.4.1 D'ici 2015, tous les Membres seront dotés d'une autorité nationale d'application des mécanismes de compensation des émissions de carbone et auront élaboré des projets au titre du Mécanisme pour un développement propre (MDP) du Protocole de Kyoto

**ANALYSE BUDGETAIRE DETAILLEE 2015 - Par cible
BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE**

	2.1.1.1	2.1.1.2	2.1.1.3	2.1.1.4	2.1.1.5	2.1.1.6	2.1.2.1	2.1.3.1	2.1.4.1	2.1.5.1	2.2.1.1	2.2.1.2	2.2.2.1	2.2.2.2	2.2.2.3	2.2.3.1
	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE																
I. FRAIS DE PERSONNEL																
Directeur - Biodiversité et gestion écosystémique	9,625	-	9,625	-	-	-	9,625	9,625	9,625	9,625	-	9,625	9,625	-	-	9,625
Conseiller en biodiversité	38,241	10,926	-	-	-	-	-	43,704	16,389	-	-	-	-	-	-	-
Spécialiste des écosystèmes et de la biodiversité	13,913	23,188	-	-	-	-	-	41,738	13,913	-	-	-	-	-	-	-
Conseiller en gestion côtière et marine	-	16,523	11,015	55,075	-	5,508	22,030	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Responsable de la base de données sur les tortues	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	75,200
Spécialiste des espèces envahissantes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Conseiller sur les espèces menacées et migratrices	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	29,673	-	9,891	19,782	9,891	-
Responsable Ramsar pour l'Océanie	-	-	-	-	50,470	40,376	5,047	-	5,047	-	-	-	-	-	-	-
Coordinateur des projets du FEM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Agent océanien chargé de la CMS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9,733	-	-	-	-
Responsable du Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Spécialiste de l'adaptation écosystémique	-	-	-	-	-	-	98,228	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chargé de communication sur le changement climatique	-	-	-	-	-	-	41,770	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Project Manager PEBACC and Fiji Component Manager	-	-	-	-	-	-	154,118	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solomon Islands PEBACC Country Manager	-	-	-	-	-	-	112,054	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vanuatu PEBACC Country Manager	-	-	-	-	-	-	112,054	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PEBACC Communications Officer	-	-	-	-	-	-	84,347	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PEBACC Fiji Project Officer	-	-	-	-	-	-	24,534	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PEBACC Vanuatu Project Officer	-	-	-	-	-	-	19,351	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PEBACC Project administrative and financial assistant	-	-	-	-	-	-	24,534	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistant de division/programme	1,384	-	-	-	-	-	1,384	1,384	1,384	1,186	-	1,186	-	-	1,186	1,186
TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL	63,163	50,636	20,640	55,075	50,470	45,884	709,078	96,451	46,358	10,811	29,673	20,544	19,516	19,782	11,077	86,011
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT																
Dépenses d'administration	5,630	4,850	3,220	23,349	2,008	3,310	180,325	3,510	828	200	6,342	1,775	497	1,031	327	2,190
Frais généraux	6,981	1,669	-	23,761	1,450	1,100	98,225	4,500	275	-	2,510	3,850	268	308	268	8,400
Consultants	14,450	5,000	17,090	76,523	-	30,000	286,167	-	-	-	18,073	-	-	-	-	-
Réunions/Conférences	2,000	-	12,000	54,663	10,680	2,000	174,918	26,100	8,000	2,000	14,900	5,000	4,700	-	-	1,500
Formation - ÉTIO	20,000	-	-	-	-	-	385,478	-	-	-	-	-	-	-	-	4,500
Détachements - ÉTIO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	14,000	24,159	3,100	20,000	7,700	-	21,000	4,500	-	-	6,000	5,400	-	10,000	-	5,000
Manifestations spéciales	-	-	-	19,843	-	-	12,000	-	-	-	21,939	-	-	-	-	-
Financements de projets versés directement aux pays	280,552	187,035	-	-	-	-	10,000	-	-	-	-	3,500	-	-	3,000	2,500
TOTAL FRAIS DE FONCTIONNEMENT	343,613	222,713	35,410	218,139	21,838	36,410	1,168,113	38,610	9,103	2,200	69,764	19,525	5,464	11,338	3,594	24,090
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT																
Dépenses d'investissement	-	-	-	3,000	250	-	31,531	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL FRAIS D'INVESTISSEMENT	-	-	-	3,000	250	-	31,531	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	406,776	273,349	56,050	276,214	72,558	82,294	1,908,722	135,061	55,461	13,011	99,437	40,069	24,980	31,120	14,671	110,101

Cibles

- 2.1.1.1 Au moins 50 % de tous les Membres exécutant leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (ou leurs équivalents)
- 2.1.1.2 D'ici 2015, les Membres auront augmenté le nombre ou l'étendue des aires de conservation terrestres et marines dûment gérées par rapport à 2010
- 2.1.1.3 Au moins une aire marine protégée (AMP) dûment gérée par chaque pays ou territoire insulaire océanien
- 2.1.1.4 Au moins une initiative régionale du cadre Paysage océanique pleinement opérationnelle
- 2.1.1.5 D'ici 2015, au moins deux nouveaux pays insulaires océaniques auront ratifié la Convention de Ramsar
- 2.1.1.6 D'ici 2015, mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides, coordonnée avec tous les partenaires
- 2.1.2.1 D'ici 2015, cinq exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique mis en œuvre par les Membres insulaires
- 2.1.3.1 Groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels et jouant le rôle de coordinateurs régionaux dans ce domaine
- 2.1.4.1 Les Membres consacrent moins de temps à la préparation des rapports requis par les AME
- 2.1.5.1 Recensement du nombre de zones d'importance écologique ou biologique dans le cadre de la CDB et autres organisations et initiatives pertinentes
- 2.2.1.1 Plan d'action régional sur les espèces marines révisé et actualisé en 2012
- 2.2.1.2 D'ici 2015, ratification par au moins quatre nouveaux Membres de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS) ou de ses mémorandums d'entente.
- 2.2.2.1 D'ici 2015, intégration des priorités régionales concernant les espèces dans les politiques et programmes régionaux et internationaux pertinents
- 2.2.2.2 D'ici 2015, élaboration et mise en œuvre de deux plans régionaux et quatre plans nationaux de reconstitution des espèces
- 2.2.2.3 Mise en œuvre d'une législation nouvelle ou actualisée concernant les espèces sauvages
- 2.2.3.1 Adoption par les Membres de la base de données TREDs

**ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE 2015 - Par cible
BIODIVERSITE ET GESTION ECOSYSTEMIQUE**

	2.2.4.1	2.2.5.1	2.2.5.2	2.2.5.3	2.3.1.1	2.3.1.2	2.3.1.3	2.3.2.1	2.3.3.1	2.3.4.1	2.3.4.2	2.3.5.1	2.3.5.2	2.3.6.1	2014
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	BUDGET PREVISIONNEL
I. FRAIS DE PERSONNEL															
Directeur - Biodiversité et gestion écosystémique	9,625	9,625	-	-	9,625	-	-	9,625	9,625	9,625	-	8,021	-	8,021	160,410
Conseiller en biodiversité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	109,260
Spécialiste des écosystèmes et de la biodiversité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	92,750
Conseiller en gestion côtière et marine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	110,150
Responsable de la base de données sur les tortues	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	75,200
Spécialiste des espèces envahissantes	-	-	-	-	13,372	7,200	10,286	-	5,143	5,143	5,143	10,286	10,286	36,001	102,860
Conseiller sur les espèces menacées et migratrices	4,946	4,946	9,891	9,891	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	98,910
Responsable Ramsar pour l'Océanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100,940
Coordinateur des projets du FEM	-	-	-	-	60,672	20,224	-	-	-	-	-	-	-	20,224	101,120
Agent océanien chargé de la CMS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9,733
Responsable du Réseau pédagogique océanien sur les espèces	-	-	-	-	9,036	9,036	9,036	18,072	9,036	4,518	9,036	22,590	-	-	90,360
Spécialiste de l'adaptation écosystémique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	98,228
Chargé de communication sur le changement climatique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41,770
Project Manager PEBACC and Fiji Component Manager	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	154,118
Solomon Islands PEBACC Country Manager	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	112,054
Vanuatu PEBACC Country Manager	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	112,054
PEBACC Communications Officer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	84,347
PEBACC Fiji Project Officer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24,534
PEBACC Vanuatu Project Officer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19,351
PEBACC Project administrative and financial assistant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24,534
Assistant de division/programme	1,186	-	-	1,186	-	1,186	-	1,186	1,186	-	1,186	1,186	-	1,186	19,770
TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL	15,756	14,570	9,891	11,077	92,704	37,646	19,322	28,883	24,990	19,286	15,365	42,083	10,286	65,432	1,742,458
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT															
Dépenses d'administration	181	177	23	325	7,080	1,605	1,150	500	850	150	490	930	-	13,800	266,651
Frais généraux	308	268	228	248	3,511	-	-	-	5,000	-	2,400	3,300	-	1,327	170,153
Consultants	-	-	-	3,000	14,000	9,450	-	-	-	-	2,500	-	-	56,000	532,253
Réunions/Conférences	1,500	1,500	-	-	8,000	-	11,500	5,000	1,500	1,500	-	3,500	-	1,500	353,961
Formation - ÉTIO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	409,978
Détachements - ÉTIO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	-	-	-	-	14,086	6,600	-	-	5,000	-	-	2,500	-	42,867	191,912
Manifestations spéciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	53,782
Financements de projets versés directement aux pays	-	-	-	-	200,753	15,000	-	-	-	-	-	-	-	503,425	1,205,764
TOTAL FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1,989	1,945	251	3,573	247,430	32,655	12,650	5,500	12,350	1,650	5,390	10,230	-	618,919	3,184,454
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT															
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	2,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	36,781
TOTAL FRAIS D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	2,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	36,781
TOTAL GENERAL	17,745	16,515	10,142	14,650	342,134	70,301	31,972	34,383	37,340	20,936	20,755	52,313	10,286	684,350	4,963,693

2.2.4.1	By 2015, status reviews of threatened species completed, resulting in a regional assessment of how much the decline in species has been arrested														
2.2.5.1	By 2015, at least four additional PICs have joined CITES														
2.2.5.2	Training completed for scientific authorities to implement CITES article 4 (non-detriment findings)														
2.2.5.3	A model management plan for corals, dolphins, and other marine species have been developed														
2.3.1.1	By 2013, regional invasive priorities are identified, based on gap analysis of the Guidelines for Invasive Species Management in the Pacific , and coordinated action to address them is undertaken														
2.3.1.2	By 2015, five additional Members have National Invasive Species Action Plans, managed by National Invasive Species Committees														
2.3.1.3	By 2015, environmental risk assessment is adopted and informs biosecurity and invasive species management programmes in five PICTs.														
2.3.2.1	By 2015, PILN achieves comprehensive membership by PICTs														
2.3.3.1	By 2015, there are high quality examples of invasive species awareness/education campaigns tailored to the region														
2.3.4.1	By 2013, a case study pilot demonstrating actual and potential economic costs of specific invasive species and the economic benefits of successful responses has been carried out														
2.3.4.2	By 2014, a social marketing campaign has been undertaken based on the case study to lift invasive species up the political agenda and increase financial support for control measures														
2.3.5.1	By 2015, there is evidence of increased regional coordination to share information on the status and distribution of invasive species														
2.3.5.2	A large scale invasive species project is included in the gEF-5 programme														
2.3.6.1	By 2015 demonstration biocontrol and eradication projects have been carried out and within the GEF-PAS programme and complementary initiatives														

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE 2015 - Par cible
GESTION DES DECHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

	3.1.1.1	3.1.1.2	3.1.1.3	3.1.1.4	3.1.1.5	3.2.1.1	3.2.1.2	3.2.1.3	3.3.1.1	3.3.1.2	3.3.1.3	3.3.1.4	3.3.2.1	2014
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	BUDGET PREVISIONNEL
I. FRAIS DE PERSONNEL														
Directeur - Gestion des déchets et lutte contre la pollution	45,620	18,248	-	-	54,744	9,124	-	18,248	-	-	18,248	18,248	-	182,480
Conseiller en pollution	11,477	11,477	-	-	5,739	5,739	5,739	5,739	-	17,216	-	17,216	34,431	114,770
Conseiller en gestion des déchets solides	23,978	-	4,796	-	28,773	4,796	4,796	14,387	4,796	-	4,796	4,796	-	95,910
Conseiller en gestion des déchets dangereux	44,048	-	-	-	11,012	16,518	5,506	5,506	5,506	11,012	5,506	5,506	-	110,120
Coordinateur de l'Alliance FEM-Pacifique	10,696	-	-	-	25,282	9,724	6,807	-	4,862	24,310	10,696	4,862	-	97,240
Directeur du projet de l'UE sur les déchets dangereux	22,030	-	-	-	22,030	5,508	5,508	-	-	-	27,538	22,030	5,508	110,150
Administrateur du projet de l'UE sur les déchets dangereux	16,944	-	-	-	4,236	-	16,944	-	-	-	25,416	21,180	-	84,720
Assistant de division/programme	3,011	3,011	-	-	3,011	3,011	-	-	-	-	2,834	-	2,834	17,710
TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL	177,804	32,736	4,796	-	154,827	54,418	45,298	43,879	15,164	52,538	95,033	93,837	42,772	813,110
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT														
Dépenses d'administration	106,880	2,318	500	420	26,211	2,670	2,306	140	620	1,240	111,776	30,839	455	286,375
Frais généraux	12,960	-	-	-	14,150	-	27,700	1,400	-	-	6,000	14,800	2,000	79,010
Consultants	142,339	9,091	-	-	135,266	-	15,091	-	-	27,500	-	-	-	329,287
Réunions/Conférences	-	5,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,000
Formation - ÉTIO	58,390	-	-	-	-	-	-	-	-	149,826	-	392,238	-	600,454
Détachements - ÉTIO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	170,719	9,091	-	6,000	331,431	71,790	-	-	6,200	12,400	1,596,798	7,272	-	2,211,701
Manifestations spéciales	-	-	-	-	1,400	-	-	-	-	-	-	-	-	1,400
Financements de projets versés directement aux pays	-	-	5,000	-	-	-	105,000	-	-	70,000	-	-	-	180,000
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	491,288	25,500	5,500	6,420	508,458	74,460	150,097	1,540	6,820	260,966	1,714,575	445,149	2,455	3,693,228
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT														
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,545	2,545
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,545	2,545
TOTAL GENERAL	669,091	58,236	10,296	6,420	663,284	128,878	195,396	45,419	21,984	313,504	1,809,608	538,986	47,772	4,508,883

Cibles

- 3.1.1.1 D'ici 2015, augmentation de la part des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés par tous les Membres
- 3.1.1.2 D'ici 2015, amélioration de la qualité des eaux côtières et réduction du nombre d'incidents de pollution chez au moins cinq Membres insulaires
- 3.1.1.3 Exécution de programmes de minimisation des déchets fondés sur les principes du refus, de la réduction, de la réutilisation et du recyclage, lors de cinq manifestations sportives ou culturelles régionales importantes, et large diffusion des enseignements
- 3.1.1.4 Kit de communication sur la gestion des déchets élaboré d'ici 2012 et utilisé par au moins cinq Membres insulaires d'ici 2014
- 3.1.1.5 Exécution et suivi de programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution par certains Membres d'ici 2013
- 3.2.1.1 Méthodes standard de collecte, stockage, analyse et interprétation des données de pollution et de gestion des déchets en place, diffusées et utilisées par au moins six Membres insulaires
- 3.2.1.2 Augmentation du nombre d'articles pertinents publiés dans des revues, actes et autres publications scientifiques régionales et internationales
- 3.2.1.3 Tour d'horizon régional de la gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de la lutte contre la pollution publié d'ici 2015.
- 3.3.1.1 Analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution achevée en 2011 et révisée en 2015, en association avec d'autres travaux comme ceux réalisés par la FAO
- 3.3.1.2 Au moins une activité régionale mise en œuvre d'ici 2012 pour combler les déficits de capacités des Membres
- 3.3.1.3 Cinq modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution identifiés et diffusés à tous les Membres et au moins un modèle reproduit chez certains Membres d'ici 2015.
- 3.3.1.4 Formation sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution proposée à tous les Membres
- 3.3.2.1 Atteinte des objectifs du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique 2010-2014 (PACPOL)

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE 2015 - Par cible

SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES

	4.1.1.1	4.1.1.2	4.1.2.2	4.1.2.3	4.2.1.2	4.3.1.1	4.4.1.1	2015
	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	BUDGET PRÉVISIONNEL
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE								
I. FRAIS DE PERSONNEL								
Directeur - Surveillance environnementale et gouvernance	42,510	-	-	42,510	42,510	-	42,510	170,040
Conseiller en surveillance et notification environnementales	-	-	-	-	-	45,312	67,968	113,280
Conseiller en planification et développement des capacités	-	-	-	-	109,150	-	-	109,150
Spécialiste de la planification environnementale	85,720	-	-	-	-	-	-	85,720
Conseiller juridique	-	46,600	69,900	-	-	-	-	116,500
Conseiller chargé de l'assistance du FEM	-	-	-	107,420	-	-	-	107,420
Conseiller en surveillance et notification environnementales	-	-	-	-	-	-	96,260	96,260
Spécialiste de la planification spatiale	-	-	-	-	-	-	82,950	82,950
Technicien en données géographiques	-	-	-	-	-	-	19,850	19,850
Responsable BIOPAMA	-	-	-	-	-	-	94,760	94,760
Assistant de division/programme	5,460	-	2,548	2,548	2,548	5,096	-	18,200
TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL	133,690	46,600	72,448	152,478	154,208	50,408	404,298	1,014,130
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT								
Dépenses d'administration	34,908	1,391	4,035	6,877	2,999	910	6,228	57,348
Frais généraux	8,300	3,300	-	3,300	3,300	3,300	11,950	33,450
Consultants	-	7,000	-	-	-	-	18,900	25,900
Réunions/Conférences	19,091	-	-	19,546	19,546	4,545	36,546	99,274
Formation - ÉTIO	-	-	24,000	-	-	-	120,000	144,000
Détachements - ÉTIO	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	74,701	12,000	11,545	71,546	67,000	9,545	97,910	344,247
Manifestations spéciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements de projets versés directement aux pays	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL FRAIS DE FONCTIONNEMENT	137,000	23,691	39,580	101,269	92,845	18,300	291,534	704,219
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT								
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	3,500	3,500
TOTAL FRAIS D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	-	-	3,500	3,500
TOTAL GENERAL	270,690	70,291	112,028	253,747	247,053	68,708	699,332	1,721,849

Cibles

- 4.1.1.1 Modèles océaniques du cadre réglementaire, couvrant les études d'impact, les évaluations intégrées et les évaluations stratégiques de l'environnement, élaborés d'ici 2015
- 4.1.1.2 D'ici 2015, mise en place chez au moins cinq Membres insulaires de cadres intégrés de politiques et de réglementations favorables, inspirés des modèles océaniques
- 4.1.1.3 D'ici 2015, recensement des besoins régionaux pour veiller à ce que tous les enjeux importants soient examinés
- 4.1.2.1 D'ici 2012, actualisation et publication des examens nationaux des lois sur l'environnement réalisés dans les années 1990
- 4.1.2.2 Législation nationale adoptée et fonctionnaires formés pour appliquer les dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement
- 4.1.2.3 Les pays océaniques ayant ratifié des AME proposent de nouvelles priorités concernant l'assistance fournie par les Conférences des Parties aux AME et par les donateurs potentiels
- 4.2.1.1 Tous les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs d'au moins cinq ÉTIO participent à la planification environnementale nationale
- 4.2.1.2 D'ici 2015, les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME, les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres cadres internationaux auront été intégrées dans les politiques et stratégies nationales d'au moins cinq Membres
- 4.2.1.3 Questions touchant à la condition féminine prises en compte dans les activités de planification environnementale
- 4.3.1.1 D'ici 2012, formulation et mise à l'essai de lignes directrices et de programmes régionaux normalisés concernant la formation et l'acquisition de compétences techniques en matière de surveillance, d'évaluation et de production de rapports sur l'environnement
- 4.3.1.2 D'ici 2015, programme de formation à la surveillance environnementale exécuté et cours de formation des formateurs dispensé chez au moins neuf Membres insulaires
- 4.3.1.3 D'ici 2015, réseau de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales en place dans le Pacifique
- 4.3.2.1 D'ici 2015, évaluation des capacités requises et adoption de mesures pour combler les déficits recensés
- 4.4.1.1 D'ici 2012, mise en place d'un cadre pour réaliser des évaluations et des rapports régionaux réguliers sur l'état de l'environnement et pour adopter des dispositions en matière d'accès aux données et de partage des données
- 4.4.1.2 Niveaux de référence des principaux indicateurs régionaux sur l'environnement établis, y compris les grands indicateurs sur le changement climatique, la biodiversité ainsi que les déchets et la pollution, surveillance régulière effectuée
- 4.4.1.3 D'ici 2015, diffusion d'un premier rapport sur l'état de l'environnement de la région
- 4.4.1.4 D'ici 2012, mise en place de bases de données nationales et régionales aux fins d'inventaire et de surveillance de l'environnement
- 4.4.1.5 D'ici 2015, mise en place de procédures de gestion des données et des informations, et de préparation des rapports
- 4.4.1.6 D'ici 2015, production par au moins cinq ÉTIO de leurs rapports nationaux sur l'état de l'environnement

DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

COÛTS DE MISE EN ŒUVRE

I. FRAIS DE PERSONNEL

	5.1.0.1 Budget prévisionnel	5.2.0.1 Budget prévisionnel	5.3.0.1 Budget prévisionnel	5.4.0.1 Budget prévisionnel	2015 BUDGET PREVISIONNEL
Directeur général	323,410	-	-	-	323,410
Directeur général adjoint	195,500	-	-	-	195,500
Secrétaire particulière - directeur	22,400	-	-	-	22,400
Secrétaire particulière - directeur adjoint	24,630	-	-	-	24,630
Responsable administratif	84,560	-	-	-	84,560
Directeur des technologies de l'information	-	123,650	-	-	123,650
Responsable du Centre d'information et de documentation	-	89,850	-	-	89,850
Conseiller financier et administratif	-	-	127,660	-	127,660
Conseillère en ressources humaines	-	-	-	122,110	122,110
Administrateur adjoint des ressources humaines	-	-	-	68,690	68,690
Agent chargé de la comptabilité et de l'administration	-	-	72,560	-	72,560
Responsable des dossiers et archives	-	23,670	-	-	23,670
Chargée des finances – Paie	-	-	17,140	-	17,140
Réceptionniste / Service à la clientèle	-	-	-	17,140	17,140
Chauffeur/commis	-	-	10,440	-	10,440
Préposée au nettoyage et au thé	-	-	8,680	-	8,680
Responsable des biens immobiliers	-	-	20,730	-	20,730
Jardinier	-	-	6,700	-	6,700
Auditeur interne	110,670	-	-	-	110,670
Conseiller en suivi et évaluation	101,070	-	-	-	101,070
Comptable	-	-	104,180	-	104,180
Comptable de projet	-	-	78,120	-	78,120
Commis aux comptes fournisseurs	-	-	18,020	-	18,020
Chargée des finances	-	-	14,830	-	14,830
Chargé des finances	-	-	14,830	-	14,830
Chargé des finances - Projets	-	-	14,830	-	14,830
Chargé adjoint des finances	-	-	11,070	-	11,070
Assistante chargée des dossiers et des archives	-	16,680	-	-	16,680
Préposée au nettoyage et au thé	-	-	8,680	-	8,680
Chargée des conférences et des voyages	-	-	70,630	-	70,630
Jardinier	-	-	6,700	-	6,700
Ingénieur chargé des réseaux et du soutien informatiques	-	116,360	-	-	116,360
Spécialiste du développement d'applications web	-	90,360	-	-	90,360
Chargé de l'information	-	17,870	-	-	17,870
Conseiller en communication et sensibilisation	-	117,800	-	-	117,800
Attaché de relations publiques	-	98,410	-	-	98,410
Chargé des publications	-	84,930	-	-	84,930
Développeur analyste système	-	85,980	-	-	85,980
Assistant aux RH	-	-	-	20,730	20,730
Assistant aux RH	-	-	-	20,830	20,830
Chargé de pays – Îles Marshall	46,000	-	-	-	46,000
Chargé de pays – EFM	46,000	-	-	-	46,000
Prov-Heures sup., augmentation des résultats, etc.	3,210	2,140	12,840	3,210	21,400

TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL

957,450	867,700	618,640	252,710	2,696,500
---------	---------	---------	---------	-----------

II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Dépenses d'administration	35,645	6,000	23,000	-	64,645
Frais généraux	199,450	168,100	442,674	93,500	903,724
Consultants	229,726	10,500	-	15,000	255,226
Réunions/Conférences	108,378	14,000	10,000	10,000	142,378
Formation - ÉTIO	-	30,000	-	-	30,000
Détachements - ÉTIO	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	-	15,600	-	-	15,600
Manifestations spéciales	32,000	8,000	-	-	40,000
Financements de projets versés directement aux pays	-	-	-	-	-

TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

605,199	252,200	475,674	118,500	1,451,573
---------	---------	---------	---------	-----------

III. FRAIS D'INVESTISSEMENT

Dépenses d'investissement	5,000	22,000	3,000	6,000	36,000
---------------------------	-------	--------	-------	-------	--------

TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT

5,000	22,000	3,000	6,000	36,000
-------	--------	-------	-------	--------

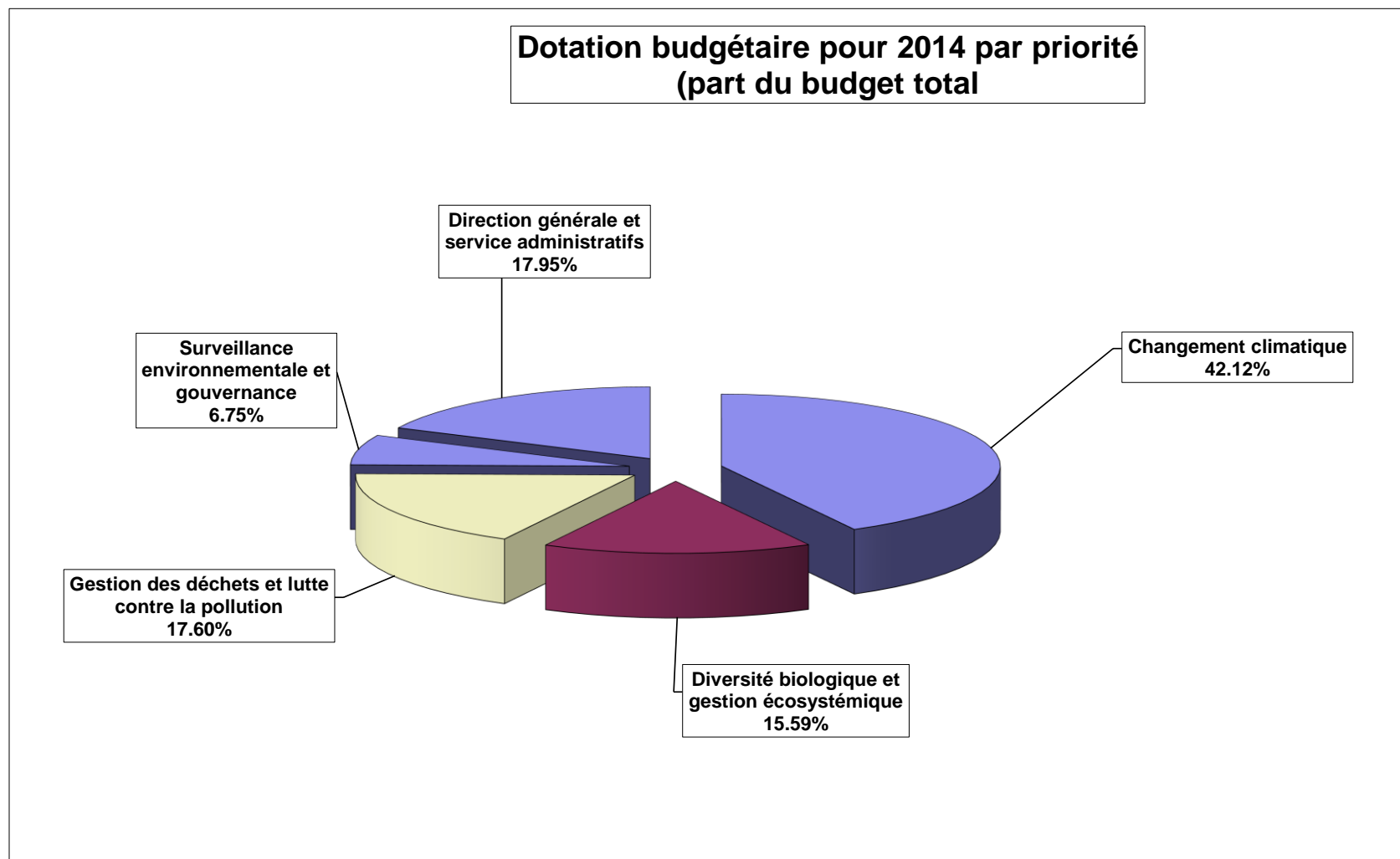
TOTAL GENERAL

1,567,649	1,141,900	1,097,314	377,210	4,184,073
-----------	-----------	-----------	---------	-----------

Résultats:

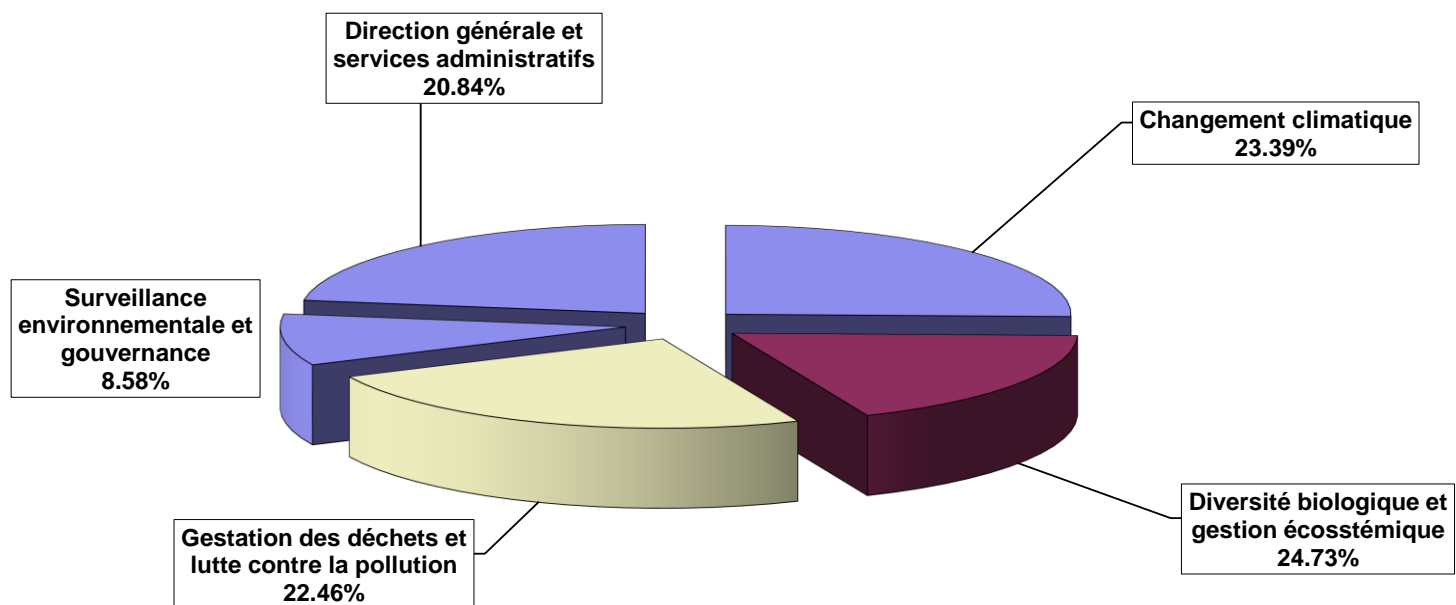
- 5.1 Direction générale
- 5.2 Information et communication
- 5.3 Finance et administration
- 5.4 Gestion des ressources humaines

GRAPH 1



GRAPH 2

**Dotation budgétaire pour 2015 par priorité
(part du budget total)**



GRAPH 3

